

Rouge

La Lorraine,
dix huit mois
après le plan acier

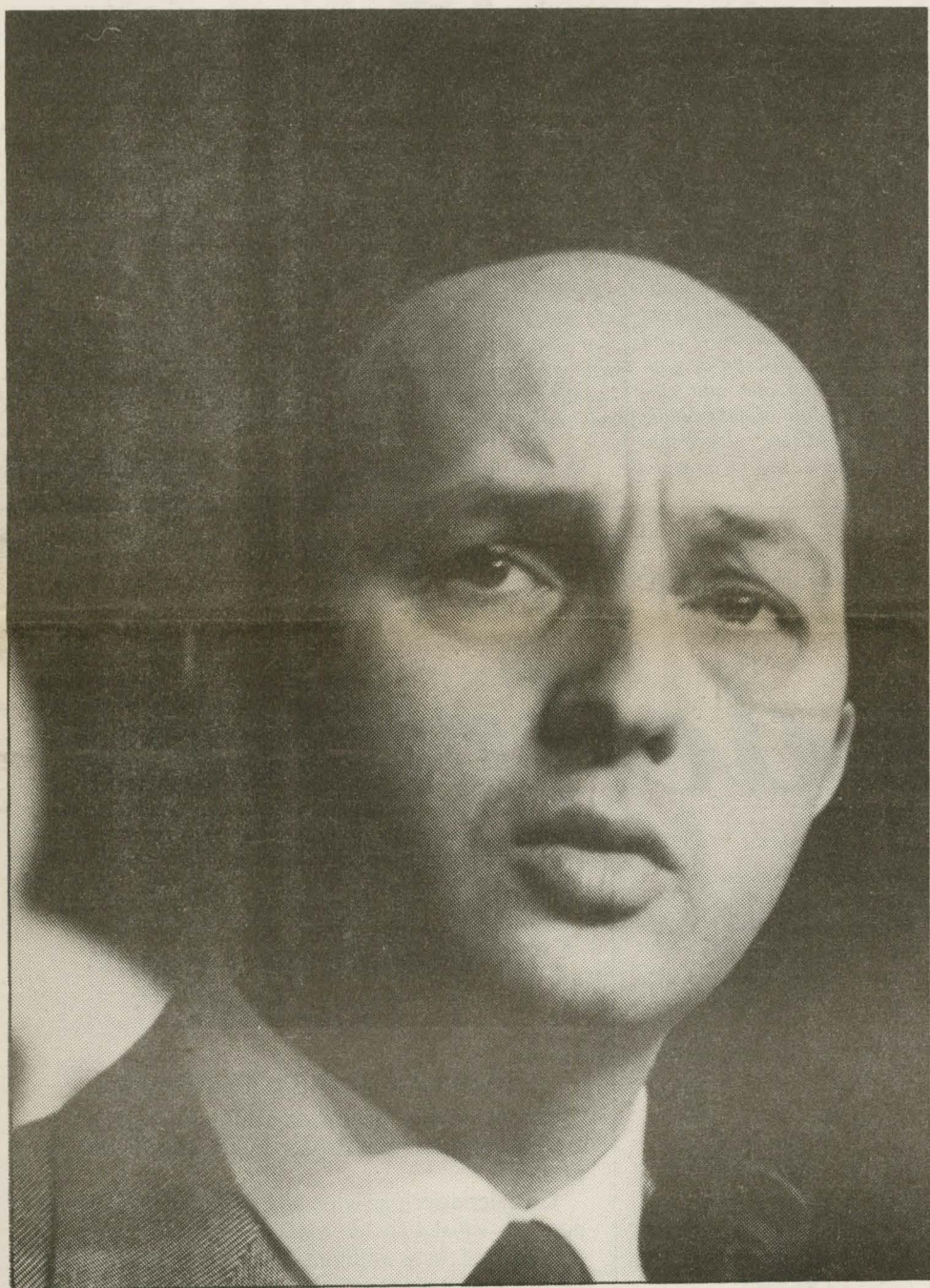
P 8.9

M 1578 N° 1182 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 31 au 6 novembre 85

Ne restons pas téléspectateurs



**Bâtissons
une gauche
pour les travailleurs**

Alain Krivine sur RMC

Une fois n'est pas coutume, la LCR a pu s'exprimer dimanche dernier dans les médias. Alain Krivine était invité au « Forum de la presse » de Radio-Monte-Carlo. Une radio dont les ondes inondent les deux tiers du territoire.

« Monsieur Krivine, pourquoi la Ligue et l'extrême gauche ne sont-elles pas plus connues ? » Et notre camarade de répondre, mi-ironique, mi-sérieux : « Vous connaissez mieux que moi le pouvoir des médias. Or, depuis que la gauche est arrivée au pouvoir, la Ligue n'est quasiment jamais passée à la télévision. Quand on sait que la majorité des gens ne lit pas de journaux, ne lit pas les tracts mais, en revanche, regarde la télévision, on s'étonne moins qu'elle ne nous connaisse pas. Pour beaucoup, la Ligue et Krivine, ce sont des étudiants — moi, m'appelle encore étudiant —

des gauchistes casqués qui n'ont pas de programme. Voilà l'image que l'on a de nous, parce que nous n'avons pas la possibilité de donner celle qui est la nôtre. »

La mise au point était nécessaire. Et elle a été donnée lors du Forum de Radio Monte-Carlo, le dimanche 27 octobre. L'émission a duré plus d'une heure. Alain Krivine y était interviewé par cinq journalistes.

La première partie a été consacrée au feu roulant des questions de la rédaction. Suivait le journal, au cours duquel l'invité peut traditionnellement intervenir et réagir sur certains sujets d'actualité.

Enfin, Krivine s'est vu soumettre quelques questions d'auditeurs qui ont été de loin les plus intéressantes, ou, à tout le moins, les plus révélatrices.

La plupart d'entre elles portaient sur les « problèmes sociaux » pour reprendre la terminologie du journaliste qui se faisait l'écho des coups de téléphone. Un auditeur, évoquant le conflit de Bella (les poupées) constatait que la gestion de l'entreprise avait été catastrophique, le dépôt de bilan inévitable et que les ouvrières ne pouvaient rien obtenir.

La réponse a permis de rappeler quelques vérités premières : « D'abord, les femmes de Bella luttent pour le droit au travail et le droit au salaire. Savoir ensuite qui va diriger l'usine n'est pas leur problème. Elles ont raison. Nous ne sommes pas en économie socialiste et les travailleurs ne dirigent pas l'économie. Elles n'envisagent pas de

prendre en main la fabrique. Elles continuent simplement de produire et montrent qu'elles veulent travailler à l'heure où certains parlent de liquidation. » « Mais derrière l'affaire des poupées Bella, c'est le problème de l'adaptation au marché et de la rentabilisation qui se pose. » « La rentabilisation n'est pas neutre, elle se fait d'abord au service des profits. Quand un patron me dit : mon usine n'est pas rentable, je lui rétorque : il ne fallait pas être patron. Ce n'est pas aux travailleurs de réparer les pots cassés du capitalisme. »

Inévitablement, le racisme, Le Pen ont été au cœur du débat, et très vite, l'amalgame des extrêmes s'est produit. On a même entendu un auditeur déclarer : « Pourquoi entre les deux rejeterais-je celui de droite et non celui de gauche ? » « Parce que, tout simplement, il faut écouter ce que les gens disent. L'extrême gauche ou, si vous préférez, la

vraie gauche n'incite pas à la haine raciale, antisémite, anti-ouvrière. Il y a actuellement une énorme tentative pour banaliser l'extrême droite (...) On ne relève même plus les inepties de Le Pen. Il a le culot de dire que les immigrés nous coûtent une fortune, mais il oublie que sa fortune s'est bâtie sur leur dos.

Il a tout de même hérité de cet alcoolique de Lambert, ce milliardaire des cimenteries qui n'a pu gagner son argent que sur le dos des immigrés.

Face à cette banalisation, nous avons, quand Le Pen a commencé sa campagne des européennes, organisé des contre-manifestations. Nous n'étions pas les seuls. Ensuite, il y a eu les 1 500 000 badges de SOS-Racisme portés dans les entreprises, les lycées et qui ont permis de faire comprendre aux gens que Le Pen n'était pas un politicien comme un autre. »

La liste des thèmes abor-

dés lors de l'émission serait trop longue. La cohabitation,

la flexibilité, les réponses à la crise, la ligne du PC, celle de la CGT au lendemain du 24 octobre, de la CFDT, l'affaire Greenpeace et le consensus sur la force de frappe, autant d'aspects politiques sur lesquels Krivine a donné nos positions avant d'expliquer comment nous nous présenterons aux législatives et régionales. La semaine dernière, dans son « Journal d'un amateur », le journaliste du Monde, Philippe Boucher, se demandait en substance où était passée l'extrême gauche. Elle est là, toujours là. « Il suffit, comme le déclarait Krivine sur RMC, que les journalistes n'oublient pas par exemple — mais ce n'est qu'un exemple — qu'elle a lors des dernières municipales, recueilli 6 à 7 % des voix dans certaines villes et obtenu des élus ! ».

Raphaël Duffleaux



Souscription législatives 86 2,5 millions de francs

Metz	
SNCF	100
SNCF	210
Angers	
Sympathisants	385
Rennes	
Enseignants-PIT	200
Communaux	40
Santé	60
Cellule Beaugard	320
Beauvais	500
Fédération 78	
A.G. Trappes	300
Alain, Trappes	40
Jean, Trappes	50
Bruno, Trappes	50
Charlotte et Nicole, Sartrouville	300
Fédération 93	
René et Marie-Thérèse	100
Pierre	50
Michel	20
Pierre J., « Bons baisers de Castoriadis »	997
Monnaie d'une vente de Rouge	10
Agnes R.	300
Caron	280
Reste billets meeting	40
Enseignant secondaire	800
Sécurité sociale	350
Reste bouffe congrès	80
Fédération 94	
LEP Vitry, Claude	100

Section de Creteil	1 000
Orléans	
Christian C.	100
Prime déménagement, Juliette	600
CCP	120
Danielle, Chantal, Nicole, Isabelle	
Véronique, Ali, Jeannine, CEPER	110
Jean	10
CHR	160
CEPER	50
Mauricette	100
Janny et Jean-Pierre	100
Bernay, braderie (enfin !)	1 000
Fédération 75	
Instits	100
Sainte-Anne	50
CAF	510
Les trotskystes et sympathisants vietnamiens en France : « Pour que la LCR puisse s'exprimer dans la campagne électorale »	10 000
CCP	80
HAV	150
HLM	50
Impôts, Jean-Pierre	200
EDF	120
Reçu à Montreuil	
Instituteur EE, Mont-de-Marsan	100
Enseignant Hayange	50
Total de la semaine	20 842,50
Total précédent	160 291,50
Nouveau total	181 134,00



Calendrier rouge 1936-1986

En vente à partir du 15 novembre

Douze photos, datant de 1936, du Front populaire et de la guerre d'Espagne : 30 francs + frais de port.

Ce calendrier participe à la campagne financière pour les législatives de mars 1986.

C'est un acte militant que d'en acheter plusieurs : pour toi, pour en faire cadeau à tes amis, ta famille (les fêtes de fin d'année approchent), pour le vendre à tes collègues, tes camarades du syndicat, tes voisins.

Les photos sont belles. Le prix pas cher.

Passez tout de suite commande : il n'y en aura peut-être pas pour tout le monde.

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Nom
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

- ◆ Hebdomadaire éditée par la société Presse-Edition-Communication. SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans). 9, rue de Tunis. 75 011 Paris
- ◆ Gerant : Leon Cremieux
- ◆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte
- ◆ Tirage : 10 000 exemplaires
- ◆ Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil. ☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).
- ◆ Composition impression : Rotographie, Montreuil. ☎ (1) 48 59 00 31.
- ◆ Commission paritaire 63922



LE DUEL FABIUS-CHIRAC

La démonstration

Le monde des médias ne parle que de cela. Le 27 octobre, le Premier ministre en titre s'est confronté à l'un de ses principaux challengers, Jacques Chirac. Qu'en auront tiré les téléspectateurs ? Quelles conséquences ce match aura-t-il sur l'avenir ? Bien malin qui pourrait le dire. Et pourtant, ce grand show télévisé a marqué l'ouverture de la campagne électorale. Désormais, nous savons à quoi nous attendre pour les cinq mois qui nous séparent du 16 mars 1986.

A l'issue du face à face entre Laurent Fabius et Jacques Chirac, le 27 octobre, une chose est absolument certaine : les travailleurs n'y auront pas trouvé leur compte. Car, en guise de débat, ils n'auront assisté qu'à une belle mise en scène où la médiocrité des arguments le disputait aux coups bas et où les diatribes permettaient d'escamoter la réalité des orientations proposées. Certes, Fabius et Chirac ne se sont pas fait de cadeaux. Mais la dureté de l'affrontement ne cherchait qu'à masquer le rapprochement qui s'opère, sur des points essentiels, entre la droite et les hommes au pouvoir. L'editorialiste du *Quotidien de Paris* s'en félicitait d'ailleurs bruyamment, le 29 octobre : « Pourquoi s'étonner, encore plus s'offusquer, d'une relative platitude du débat civique tel que Fabius et Chirac l'ont représenté dimanche ? Notre discours politique revient de loin, il s'amenuise mais s'assainit à la mesure étroite de la marge qui sépare nos choix politiques et économiques. »

Volonté de revanche

Empêtré dans les querelles intestines qui minent le front de l'opposition, Chirac s'est bien gardé d'entrer dans le détail de son programme. Il s'est contenté de mettre en avant les options susceptibles de souder le camp réactionnaire et de limiter l'impact des thèses de Le Pen en son sein. Ce faisant, il a clairement marqué la volonté de revanche qui anime toutes les composantes de la droite. Toute latitude pour les possédants d'exploiter en paix leurs salariés, attaque généralisée contre les conquêtes sociales du monde du travail, autoritarisme accru : tel

pourrait être le résumé des options du leader gaulliste.

« Il faut d'abord des entreprises plus libres, c'est-à-dire des entreprises qui seront moins chargées en ce qui concerne les impôts et les taxes dans tous les domaines », s'est d'emblée exclamé Chirac. C'est au nom de cette « liberté » des entrepreneurs qu'il a ensuite déroulé une série de dispositions d'inspiration thatcherienne : suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, liberté des prix, flexibilité de l'emploi, abrogation de l'autorisation administrative de licenciement, dénationalisation tous azimuts, suppression de quarante mille postes de fonctionnaires, etc.

Pour faire bonne mesure, le président du RPR a allègrement joué sur les thèmes démagogiques auxquels la droite dut partiellement son succès lors des municipales de 1983 : l'immigration et l'insécurité. En ce qui concerne les immigrés, le maire de Paris promet ainsi des expulsions par milliers. C'est tout juste s'il ne reprend pas à son compte les délires xénophobes d'un Le Pen ou les démonstrations ultra-racistes du *Figaro-Magazine* (voir page 16). De la chasse aux étrangers à la restriction des libertés, il n'y a évidemment qu'un pas que Chirac franchit sans hésitation. Du rétablissement des quartiers de haute sécurité (QHS) dans les prisons et de la loi anticasseurs à la remise en service de la Cour de sûreté de l'Etat, c'est un programme de restauration pur et simple qu'il défend.

Au soir du 27 octobre, il n'y a au moins plus la moindre ambiguïté sur les intentions de la réaction, si elle gagne les élections de 1986. C'est à une revanche sociale et politique sur toute la ligne qu'aspirent les battus du 10 mai.

Face à un pareil enjeu, un authentique représentant des travailleurs aurait dénoncé la nature de classe des propositions du RPR. Il aurait fait ressortir à quel point celles-ci conduiraient à une formidable régression sociale. Telle n'a évidemment pas été l'attitude de l'hôte de Matignon.

Une gauche technocratisée

Fier d'un bilan qui se chiffre en dizaines de milliers de chômeurs supplémentaires, satisfait d'avoir fait reculer le pouvoir d'achat, apôtre d'une modernisation qui se traduit par un début de démantèlement des grands acquis ouvriers, il s'est en permanence situé sur le terrain de la gestion du capitalisme en crise. Si aujourd'hui, les sondages laissent apparaître que Fabius a perdu son match contre Chirac, c'est parce qu'il incarne l'image d'une gauche sans autre projet qu'un technocratisme froid et mâtiné de condescendance, un technocratisme tout entier tourné vers la satisfaction du grand patronat.

Ainsi, et pour ne prendre que quelques exemples, lorsque le président du RPR plaida pour le libéralisme, le « Premier ministre de la France » ergota simplement sur les risques financiers d'une dénationalisation trop brutale. De même, à propos du licenciement de dizaines de milliers de salariés de la fonction publique, Fabius ne contesta pas l'objectif, se bornant à discuter des moyens. « Ou trouvez-vous les 40 000 suppressions ? », interrogea-t-il sans relâche son interlocuteur. Et l'on pourrait citer l'échange qui opposa les deux leaders à propos de l'immigration. Quand, à l'instar du Front national, le chef de file de la droite pratiqua l'amalgame entre étrangers et délinquants, Fabius, loin de s'indigner, surenchérit : « Sur ces principes-là, à une ou deux exceptions près, je crois qu'il n'y aurait pas de désaccords forts. »

Dès lors qu'il entendait concurrencer son adversaire sur le seul terrain de la compétence en matière de gestion, Fabius ne pouvait que perdre sur tous les tableaux. Dans le domaine qu'il avait choisi, la droite dispose de bien plus d'atouts, le moindre n'étant pas le soutien résolu des barons de l'industrie et de la finance. Et le peuple de gauche ne se

sent nullement concerné par une politique dont le seul dessein est de restaurer les profits patronaux, au détriment de ses propres conditions de vie et de travail. « La gauche vient d'achever sa décomposition morale et idéologique », écrivait Serge July lui-même dans *Libération* du 29 octobre. Pour une fois, on ne peut qu'être d'accord sur ce constat.

Campagne à l'américaine

Le tableau ne présente désormais plus la moindre zone d'ombre. Les chefs socialistes ont choisi, par un discours débarrassé de toute référence au changement social, de jeter les bases d'une possible alternance entre une droite conservatrice et une social-démocratie « moderniste ». Ils se résignent à la défaite en mars prochain, en espérant revenir ultérieurement au gouvernement, avec l'assentiment de la classe dominante. Dans l'intervalle, ils préparent la « cohabitation » entre une majorité parlementaire conservatrice et l'actuel président de la République. Et leur campagne sera conforme à ce dessein. L'effet médiatique, le « look » prendra de plus en plus de place, au détriment d'une bataille sur des options qui, de toute façon, convergent sur un objectif identique : rendre au capitalisme français sa compétitivité. En un mot, une campagne à l'américaine qui vise à préparer une alternance à l'américaine.

Se résigner, laisser se développer cette logique, c'est courir le risque que les travailleurs n'aient plus qu'à choisir entre un « réalisme » s'appliquant à leurs dépens et le désespoir. L'espoir ne peut venir aujourd'hui que de l'affirmation d'une autre politique et d'une force nouvelle pour la porter. Une politique qui désigne clairement l'adversaire : le capitalisme en décomposition. Et une force qui demeure intransigeante dans la défense d'un projet socialiste. Tel est bien l'enjeu de la situation présente. Et le show télévisé du 27 octobre ne peut que nous conforter dans la volonté de faire émerger une alternative unitaire anticapitaliste et de nous servir des élections de mars prochain comme d'un levier dans cette perspective.

Christian Picquet

DENATIONALISATIONS

Les riches rassemblent leurs sous

Chirac serait-il devenu timide ? A l'entendre, il y a quelques mois encore, les dénationalisations devaient être quasi intégrales et réglées en cinq sets. Le bonhomme a mis depuis de l'eau dans son vin. Le « réalisme » du monde des affaires y est pour quelque chose.

Les mousquetaires de l'opposition ont pris leurs distances avec le « mode d'emploi » des dénationalisations que vient de publier un avocat d'affaires, Jean Loyrette¹. Ce rapport « ne nous engage à rien », déclarent en cœur Michel Noir (RPR) et Alain Madelin (UDF). Dans cette affaire, le poids du politique face au monde des affaires est nul. Le RPR et l'UDF sont tout simplement à l'écoute et aux ordres de la Bourse de Paris et de ses principaux clients.

La bourse fait ses calculs

Jeter un œil sur le marché boursier nous éclaire sur les causes du malaise qu'éprouvent les foudres de guerre du libéralisme, lorsqu'il s'agit de définir précisément leur plan

de dénationalisation. La Bourse est en train de faire ses calculs. Combien peut-elle digérer de « dénationalisations » par an ? Qui pourra racheter quoi ? Les groupes industriels et financiers suffisamment puissants sont en voie de constituer ou de reconstituer leurs trésors de guerre, afin de se porter acquéreurs. Pendant ce temps, la finance internationale observe et prodigue quelques conseils.

La valeur des sociétés « dénationalisables » (voir liste proposée par le rapport Loyrette en encart) est estimée à cent cinquante milliards de francs, environ. Le quart du capital investi aujourd'hui dans les actions cotées à la Bourse de Paris. Mettre en vente la totalité des sociétés à dénationaliser, au même moment, sur le marché aurait donc toutes les chances de provoquer un séisme fi-

nancier. Car cela provoquerait un appel de capitaux trop important. La santé de la Bourse serait compromise sérieusement, alors qu'elle est au mieux depuis trois ans.

Le problème est donc de définir le rythme d'introduction des titres des sociétés dénationalisables sur le marché. Il devra être à la mesure des capitaux disponibles. Les estimations actuelles varient entre vingt et trente milliards par an, environ. Ce qui laisse prévoir des dénationalisations étalées sur plusieurs années, en cas de retour de la droite aux affaires. D'où l'embaras des chefs de file de l'opposition — Chirac en tête — lorsqu'il s'agit de préciser exactement ce qu'ils dénationaliseront. Quand et comment ? La réalité est moins enivrante que les flamboyantes déclarations de tribune : « Nous voulons tout, tout de suite ! » (en ce qui concerne les dénationalisations évidemment).

On prend les mêmes...

Second problème examiné attentivement dans les couloirs de la Bourse de Paris, dans les états-majors de l'opposition et dans les cabinets des grands groupes industriels et financiers : qui rachètera quoi ? A première vue, il n'y aura d'ailleurs guère de surprise. Les acquéreurs des titres des dénationalisées seront d'abord les principaux possesseurs indemnisés, lors des nationalisations de 1982. Eh oui ! On prend les mêmes et on recommence ! On retrouve sur les rangs les alliances habituelles de la grande bourgeoisie française. Les Dassault et les Vernes (qui contrôlaient la banque Vernes nationalisée en 1982), les de

Wendel (Sacilor) et les Worms qui procèdent actuellement au rapprochement de leurs banques privées respectives, les Gillet et Seydoux (qui contrôlaient Rhône-Poulenc). La banque Lazard, qui possédait une influence-clé avec les deux dernières familles citées dans le groupe financier Paribas, constitue actuellement des regroupements de capitaux privés, afin de pouvoir « avaler » le maximum de participations dans les dépouilles des nationalisées en sursis. Tous ne se porteront évidemment pas acquéreurs des groupes dont ils étaient les propriétaires avant leur nationalisation². Mais les zones d'influence, de partage et de propriété du système productif français d'avant 1981 seront vraisemblablement reconduites. Le groupe Dassault-Vernes, par exemple, reprendrait tout son poids dans l'ensemble industriel et financier Suez³. Quelques nouveaux élus accéderont à cette occasion au gotha du capitalisme de ce pays : le groupe Bouygues (BTP), par exemple. Celui-ci, en effet, a fait de très bonnes affaires lors des quatre dernières années, sous l'œil bienveillant du gouvernement.

... et on recommence

Mais dans l'ensemble, le paysage de la grande bourgeoisie française ne se trouvera guère modifié. Quoi d'étonnant, d'ailleurs ? La gauche, en choisissant dès le départ un nombre soigneusement limité de groupes nationalisables et en indemnisant largement leurs actionnaires (pour la somme d'environ quarante-cinq milliards de francs), les avait laissés

La liste de Loyrette

Liste des 47 entreprises qui devraient être dénationalisées selon le rapport Loyrette.

★ **Assurances** : UAP, GAN, AGF, MGF Accidents, MGF Vie, SCOR (Société commerciale de réassurance).

★ **Banques** : BNP, Crédit lyonnais, Banque du bâtiment et des travaux publics, Banque de Bretagne, Chaix, La Hénin, Hervet, Industrielle et mobilière privée, CCF, CIC, Marseillaise de crédit.

★ **Sociétés financières** : Suez, Paribas.

★ **Institutions financières** : Banque française du commerce extérieur (BFCE), Crédit d'équipement des PME, Caisse nationale de crédit agricole, Société française de participations industrielles (SFPI,

celle-ci détient des parts de l'Etat dans Pechiney, Saint-Gobain, la CGE...)

★ **Tabacs et allumettes** : SEITA.

★ **Défense** : Matra, SNECMA, SNIAS, SNPE (poudre et explosifs)

★ **Industrie** : CEA-Industrie, CGCT (téléphone), CGE, Machines Bull, Saint-Gobain, Entreprise minière et chimique (EMC), Pechiney, Renault, Rhône-Poulenc, Sacilor, Thomson-Brandt, Usinor, Elf-Aquitaine, CDF-Chimie.

★ **PTT** : Cogecom (ex-France-câbles)

De Renault à la BNP en passant par la CGE et Paribas, les nationalisées d'avant comme d'après 1982 sont, on le voit, présentes dans la liste. Sans équivoque possible.

largement dotés de leurs moyens financiers. Tandis que les indemnités faisaient des petits en fructifiant ces quatre dernières années en placements et spéculations divers, la majorité « redressait », avec les deniers publics, les groupes nationalisés en piteux état. Les possibilités de dénationalisations ouvertes aujourd'hui profiteront, évidemment, en premier, à ceux qui ont conservé les plus gros capitaux. Nous disions déjà cela lors des nationalisations de 1982. Pour le moment, notre pronostic se vérifie, intégrale-

ment. Sans que cela, évidemment, nous réjouisse. Les travailleurs des « dénationalisées » feront évidemment les frais de l'ensemble de l'opération !

Michel Morel

1. Celui-ci déploya d'ailleurs une activité inlassable lors des nationalisations de 1982 en faveur des actionnaires indemnisés.
2. D'autant que certains ont mené depuis une politique de modernisation, de redéploiement de leurs biens. Voir pages 8 et 9, « Les ex-maitres de forges se portent bien ».
3. Voir, en ce qui concerne l'ensemble financier Paribas, l'article « Voyage au sein du grand patronat mitterrandiste », Critique communiste, octobre 1985.

1983		
Emetteur	Nature de l'émission	Montant de l'émission (en millions de F)
Saint-Gobain	TP	700
Rhône-Poulenc	TP	600
Thomson	TP	750
CGE	TP	1.000
Renault	TP	1.000
TOTAL		4.050
1984		
Emetteur	Nature de l'émission	Montant de l'émission (en millions de F)
Indosuez	TP	1.000
Renault	TP	1.000
CCF	TP	800
BNP	TP	1.800
Crédit Lyonnais	TP	2.000
Société Générale	CI	600
Banque Thomson	TP	400
Divers	TP	525
TOTAL		8.125
1985		
Emetteur	Nature de l'émission	Montant de l'émission (en millions de F)
CGE	TP	1.500
CGC	TP	900
Paribas	CI	960
Cie Financière de Suez	CI (I)	500
Société Générale	CI (I)	1.000
Pechiney	CI (I)	800
Rhône-Poulenc	CI (I)	1.000
CEA-Industrie	TP (I)	800
Thomson SA	CI (I)	1.000
Diverses banques	CI (I)	1.500
TOTAL		9.960

Ça sent déjà la dénationalisation : liste des titres participatifs (TP) et des Certificats d'investissements (CI) émis par les entreprises nationalisées.

(1) Emission annoncée ou à l'étude, soit sous la forme de titres participatifs et de certificats d'investissements simples, soit sous la forme d'opérations mixtes, type d'obligations avec warrant sur certificats d'investissement.

Le flou chiraquien concernant ses perspectives économiques précises, les dénationalisations par exemple, doit beaucoup aux crocs-en-jambe permanents de Barre. Fabius, champion de l'austérité et des lois du marché, s'ôte, par cette politique, les moyens d'en profiter !

Thatcher n'a plus la cote. Reagan laisse tomber le dollar (voir pages 13 et 14). Chirac a dû baisser d'un ton son libéralisme pur et dur, lui qui ne jurait, il y a encore un an, que par Sainte-Margaret et Saint-Ronald ! Certes, il ne fait toujours pas dans le détail quant aux mesures sociales

dévastatrices qu'il se propose d'appliquer en cas de victoire électorale. De la mise au chômage de 40 000 fonctionnaires par an à la suppression de l'autorisation préalable de licenciements. Mais il est des plus flou sur le détail de ses plans économiques. En ce qui concerne les

dénationalisations par exemple. « Je souhaite privatiser la régie Renault. »... Mais quel serait son plan de retour du secteur public au privé... l'électeur ne le saura pas. Chirac temporise. Pour deux raisons au moins. Les impératifs de la finance et les capacités du marché boursier à digérer les « dénationalisées » d'abord (voir article ci-dessous). Les divergences économiques et politiques ensuite — de taille ! — qui traversent aujourd'hui la droite et la bourgeoisie. Les dénationalisations sont, de ce point de vue, un indice de la vigueur des débats en cours au sein de la classe dominante.

Jean-Maxime Lévêque, expert en dénationalisation et président du Crédit commercial de France avant la nationalisation de cette banque, s'élève dans les colonnes du *Journal des finances* du 26 octobre, contre « le chant des sirènes d'un lobby antiprivatisation... particulièrement pernicieux dans la mesure où on le retrouve dans différents partis politiques, y compris dans ceux de l'opposition actuelle et dans l'administration ». Tiens donc ! Question, au hasard : le professeur Barre ne serait-il pas membre de ce lobby-là ? Lui qui ne rate pas l'occasion d'un croc-en-

● ● ●

UNEDIC

Toujours moins pour les chômeurs

Le dernier accord UNEDIC réduira à nouveau les allocations perçues par les chômeurs. C'est l'économie d'une politique de réduction du temps de travail pour tous et de création d'emplois qui mène à réduire encore les droits de ceux qui n'en ont pas !

L'accord réalise entre le patronat et les organisations syndicales - CGT exceptée - est d'abord un événement politique de premier ordre. Il inaugure le partenariat contractuel entre le CNPF, la CGC, FO, la CFDT et la CFTC à cinq mois des échéances législatives décisives. Cela, au lendemain des déclarations d'Edmond Maire rangeant la grève au rayon des accessoires dépassés du mouvement ouvrier. Tout un programme pour l'avenir proche ! qui marque le chômage du tampon « garantie longue durée et au moindre coût », la prolongation de quelques mois de certaines prestations et la réduction de toutes les allocations versées aux chômeurs.

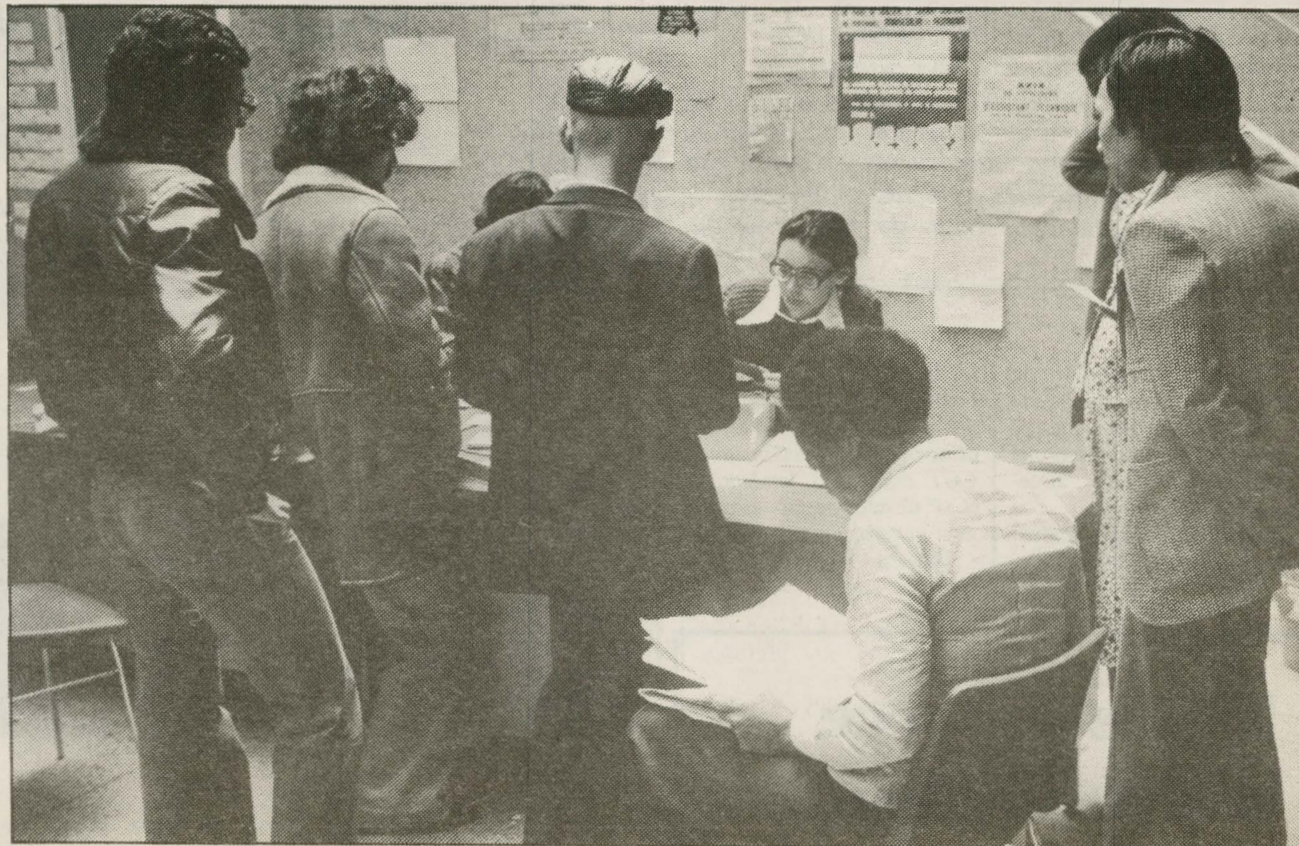
Cet accord légalise un pas de plus vers une société où les plus pauvres n'auront que le droit de survivre - loin de se rapprocher du salaire minimal, les prestations chômage des plus défavorisés s'en éloignent encore ! - à l'heure où l'on parle dénationalisation et où quelques dizaines de gigantesques fortunes rassemblent leurs fonds pour racheter les sociétés concernées (voir ci-contre). Quel tableau !

Le rapprochement n'est pas symbolique. Il n'est ni le fruit d'un raccourci, ni le moyen d'une agitation facile. Il illustre l'échec d'une politique qui sous un label « de gauche » obéit aux lois du

capital. Le chômage ne peut, en effet, être combattu par l'assurance mais par une politique de l'emploi, dont les entreprises nationalisées auraient dû, en tout premier lieu, être porteuses. Il s'agissait de s'attaquer au cancer du chômage par la diminution du temps de travail pour tous (les trente-cinq heures promises pour 1985), par la création de postes en conséquence, par l'utilisation des moyens de production nationalisés au service des besoins populaires. Ils ont été à l'inverse lancés à la recherche du maximum de profit, dans un marché rétréci par ces temps de crise !

L'économie d'une politique de l'emploi

C'est d'abord l'économie de cette politique de l'emploi qui conduit aujourd'hui à réduire encore les droits des chômeurs ! A faire des économies sur leur dos, à mesure que le temps passe et que leur nombre reste désespérément stable. Car les gains de profit vont inexorablement de pair avec la réduction des charges sociales, la compression des salaires. Et dans ces conditions, précisément, on ne peut que verser au compte-gouttes les crédits prélevés sur les actifs, dans les caisses de l'assurance chômage. Pas de miracle ! Les salariés paie-



Chômage garantie longue durée et au moindre coût

ront même l'augmentation tout juste nécessaire... à la réduction des allocations des chômeurs ! Le paradoxe n'est qu'apparent. Le but n'est pas

d'aider les sans-travail à vivre en attendant de retrouver un emploi. Il s'agit « simplement » d'équilibrer les recettes et les dépenses de

l'UNEDIC. En sachant que les années qui viennent resteront placées sous le signe de la misère de millions de chômeurs.

La spirale du renoncement

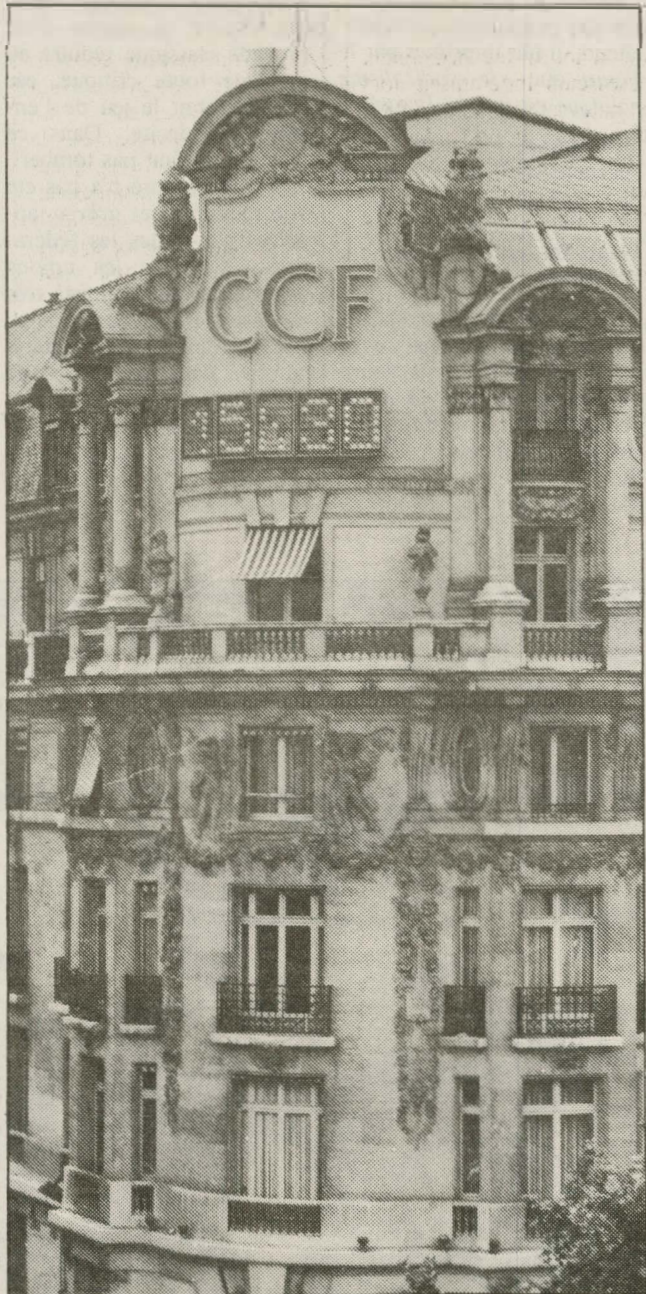
Rappeler tout cela n'est pas jouer les donneurs de leçons ! C'est refuser de juger seulement la conséquence qui choque - l'accord UNEDIC - pour en comprendre les causes. Car c'est aussi, et même surtout, le refus de s'attaquer réellement à ces causes-là, qui a mené logiquement les organisations syndicales signataires de l'accord UNEDIC avec le CNPF à réviser de nouveau en baisse les prestations chômage « faute de mieux ». C'est cette spirale du renoncement qui

mènera « faute de mieux » à ouvrir les stations de métro la nuit aux sans-abris, sans-travail cet hiver, pour éviter des morts ! Comme c'est cette logique du renoncement qui mènera « faute de mieux » le gouvernement à imposer prochainement par décrets des mesures de flexibilité, refusées il y a à peine un an par les organisations syndicales, sous la pression de leurs mandants.

C'est cette logique du « faute de mieux » qui nous mène tout droit à cette société à deux vitesses, cassée en deux, où les travailleurs et les couches populaires ne cessent de faire les frais de la crise, tandis que les grandes fortunes, les professions libérales, les cadres et les revenus stables la regarderont passer.

M.M.

Le Crédit commercial de France (CCF) nationalisé en 1982, en bonne place sur la liste des dénationalisables.



jambe à son collègue Chirac, et se propose en ce qui concerne les dénationalisations d'y aller mollo ! « L'exemple de la Grande-Bretagne doit donner à réfléchir sur ce point en dépit de la volonté de madame Thatcher », explique-t-il. Déclarant, le 28 octobre, au lendemain du duel Fabius-Chirac qu'il n'est pas « un maniaque de la dénationalisation » et que « les libéraux purs et simples sont devenus une espèce dangereuse ». Barre, lui, fait dans le raisonnable !

Rien ne presse aux yeux de l'ancien Premier ministre. D'autant que la dénationalisation a déjà commencé. Après la mise en vente par les groupes nationalisés de « titres participatifs » sur le marché financier, ce sont les « certificats d'investissement » (actions sans droit de vote, en quelque sorte) qui sont devenus à la mode lors de l'arrivée de Fabius à Matignon (voir

tableau ci-contre). Ces titres, achetés par les particuliers, permettent déjà au privé de remettre un doigt dans le secteur public ! « Les certificats d'investissement permettent de détenir des actions des groupes nationalisés avant même que ceux-ci soient dénationalisés... », commente le *Journal des finances*.

Voilà un libéralisme qui doit plaire à Barre, mais qui interdit en même temps à Fabius toute défense intransigeante des nationalisations, toute évocation de la promesse d'un secteur public « moteur du changement », claironnée en 1982. Fabius laisse ainsi la porte ouverte à Chirac, et en est réduit à s'appuyer, comme il l'a fait dimanche soir à la télé, sur le réalisme de Barre, pour tempérer les élans du président du RPR. La gauche, ça ? Lamentable !

M. M.

L'accord de misère

Les cotisations chômage sont relevées de 0,38 %. Cette augmentation est répartie « à égalité » entre les salariés (+ 0,19 % qui s'ajoutent au + 0,2 % de juillet dernier) et les charges patronales.

Le montant des prestations chômage calculées sur le salaire de référence d'un chômeur passe de 42 % à 40 %, de 60 % à 57 % pour les cadres. L'allocation fixe reste de 43,87 francs par jour. Un salarié qui gagnait 4 500 francs brut percevait 3 250 francs par mois inscrit à l'ANPE, cette allocation sera réduite à 3 180

francs avec le nouvel accord.

L'allocation chômage peut être prolongée de trois mois pour les plus de cinquante ans, de deux mois pour les autres.

Sur 2 410 000 chômeurs, selon les statistiques officielles, 1 300 000 chômeurs environ perçoivent une allocation allant de 66 francs à 120 francs (qui deviendront 117,60 francs avec le nouvel accord UNEDIC).

Les chômeurs non indemnisés, dont le nombre est évalué à plus d'un million, resteront sans ressources. La misère.

Le 24 octobre de la CGT

Contre le 24 octobre de la CGT, ce fut le tir de barrage. RPR et CNPF, CGC et patronat de la métallurgie, tous ont fait chorus contre la centrale de Montreuil. Les autres centrales syndicales, Bergeron et Maire en tête, ont concentré leurs coups contre elle. Malgré ce tollé général, les syndicalistes unitaires doivent tirer sereinement le bilan, du point de vue du mouvement ouvrier.

Le bilan du 24 octobre de la CGT est tiré par une bande de vautours pressés de se partager les dépouilles d'une confédération qu'ils aimeraient voir morte.

Pour l'Union des industries métallurgiques et mini-

res (UIMM), fer de lance du CNPF, c'est « un échec complet ». Le quarteron patronal estime que « l'action de la CGT est... sans fondement » et se développe « contre l'intérêt général du pays ».

Jacques Toubon, un des

Maire enterre le syndicalisme

Le temps sombre où les rats quittent le navire est arrivé. Edmond Maire est de ceux-là. Edmond Maire craque, jette l'éponge, se rend et lève les mains en l'air. Pouce, dit-il. « Il faut désormais penser le syndicalisme avec les moyens d'action d'aujourd'hui et non pas la mythologie d'hier. »

La mythologie d'hier, vous savez ce que c'est pour feu Edmond Maire, ex-syndicaliste ? La grève...

« Rêver à des grèves fortes pour réveiller le syndicalisme, c'est une preuve de faiblesse », explique le numéro un de la CFDT.

Certes, le syndicalisme est à réveiller. Alors il faut croire que le fracas d'Edmond Maire vise à l'estourbir définitivement. Car, pour celui-ci, « Le plus grand acquis syndical depuis 1981 (et peut-être depuis 1968) c'est d'avoir imposé l'économie de la grève... »

Oui, oui, vous avez bien lu. Et de peur de n'être compris que des technocrates que fréquente Maire avec ferveur, il ajoute : « Le syndicat a gagné une partie pour les salariés, celle de leur éviter de faire des grèves. »

Merci Maire, merci patron... Le syndicat a gagné près de trois millions de chômeurs, la chute du pouvoir d'achat, la précarité de l'emploi, le forfait hospitalier, et autres victoires du même genre.

Demain, Edmond Maire inscrira Waterloo dans la liste des victoires ouvrières... De profundis !

Dans le genre battu et content, Maire dépasse le mur du son. Vous ne savez pas tout sur la nouvelle philosophie syndicale : « Les syndicalistes doivent abandonner la vieille mythologie de la grève et vivre joyeusement et non douloureusement cette réalité. »

En vérité, je vous le dis, déclare Maire, « La revendication pour le pouvoir d'achat est archaïque, la qualité des emplois est aussi importante que leur quantité. » Les chômeurs, les smicards sont contents de trouver à leur côté le révérend Maire, prêt à défendre contre eux le point de vue patronal.

Du syndicalisme, ça ?

Non, le rayon de farces et attrapes...

La pelle du fossoyeur en main, Maire jette encore quelques pelletées sur le cercueil du syndicalisme : « Le syndicalisme a conquis les moyens efficaces, suffisants pour que l'on puisse le plus souvent faire l'économie de la grève. »

Certes, certes, cher Edmond. Le moyen efficace de capituler devant les patrons sur l'UNEDIC, le moyen suffisant d'accepter la flexibilité, le moyen pour dire « amen » à l'augmentation des cotisations sociales, comme le fait la direction CFDT...

Le livre célèbre permettant aux déprimés de se supprimer à coup sûr fait des ravages. Son équivalent syndical, écrit désormais par Edmond Maire, permet aux syndicalistes de disparaître de l'entreprise. Nous n'avons, nous n'aurons jamais le goût du suicide syndical. Et nous ne porterons par le deuil d'Edmond Maire.

Jean Lantier.



Manifestation le 24 octobre à Paris.

patrons du RPR, estime que « les initiatives de la CGT sont injustifiables », et qu'elles « s'attaquent à la vie quotidienne des Français... et à la vie des entreprises ».

Paul Marchelli, chef de la CGC, juge que le 24 octobre est « un des derniers barrissements du diplodocus CGT ».

Quant à Robert Hersant, ami des précédents commentateurs, il fait imprimer par le Figaro que « le syndicalisme politique est mort ». Ignoble !

Bergeron, lui, estime que l'échec de la CGT « n'est pas bon pour le mouvement syndical dont il ternit l'image ». Maire, lui, enterre le recours à la grève.

Nous ne reconnaissons aucun droit au patronat, à la droite, de proférer ce genre de condamnations. Et nous dénonçons toute qualification aux professionnels de l'inaction, les Bergeron et les Maire, à unir leurs voix au

chorus de classe contre la CGT !

Le 24 ? Pas de grèves, des manifs

N'empêche, quelle que soit la violence des critiques de la classe d'en face, elle ne saurait justifier le silence des critiques issues du mouvement ouvrier. La CGT, repliée dans sa forteresse assiégée, espère au moyen d'un procédé classique réduire au mutisme toute critique, car celle-ci ferait le jeu de l'ennemi de droite. Dans ce piège, il ne faut pas tomber.

Le 24 octobre n'a pas été une réussite. Les grèves, appelées par toutes les fédérations et toutes les unions départementales, ont été très modestement suivies.

En revanche, les manifestations, dans beaucoup de villes, ont tenu leur promesse. Ce qui a joué en faveur de la CGT, c'est précisément l'ampleur des attaques contre elle, à l'issue du conflit de

Renault. Beaucoup de militants, d'adhérents qui, en d'autres temps, ne seraient pas venus, tinrent à manifester pour défendre l'organisation, cible de toutes parts.

Le cortège parisien (150 000 selon la CGT, plus vraisemblablement 20 000) démontre ce que la CGT sait encore réaliser : une démonstration des secteurs parisiens traditionnels, les hôpitaux de la capitale, la RATP, les ministères et les PTT. Une montée nationale de l'UGICT venait grossir opportunément le cortège, qui se poursuivait par le défilé de la Seine-Saint-Denis, essentiellement représentée par ses communaux. C'est à la fin du cortège, dans les unions départementales des Hauts-de-Seine et des Yvelines que les banderoles de boîtes de la métallurgie apparaissaient enfin, Renault, Thomson, Talbot, etc.

Les slogans étaient rares, et nul tir n'était concentré contre le gouvernement et sa

politique d'austérité. Pour l'essentiel, les manifestants, porteurs de trois badges plutôt qu'un, étaient venus affirmer dans la rue l'existence d'une centrale que la droite et le CNPF avaient déjà entermée.

L'inévitable question : et maintenant ?

Dorénavant, la phase ultime de préparation du 42^e Congrès s'ouvre. Mais l'ouverture s'opère sur quelle perspective ? Si la tonalité du cortège parisien était peu antigouvernementale, elle n'était pas non plus marquée par les revendications érigées en slogans.

Que revendique la CGT ? Quel rapport de forces entend-elle bâtir et comment faire pour rentrer dans la gorge du CNPF son sale accord UNEDIC, paraphé par la bande des quatre, FO-CFDT-CGC-CFTC ? Comment va-t-elle bloquer le projet de loi gouvernemental instaurant le travail le dimanche, le droit patronal de faire travailler en fonction des carnets de commandes, le droit patronal de faire travailler les femmes de nuit, le droit patronal de ne plus payer les heures supplémentaires pour cause d'annualisation du temps de travail ?

Comment ? Question pressante à laquelle le 42^e Congrès devra répondre. Et avec cette question, comment continuer, cette fois avec succès contre le plan Besse ?

La CGT ne peut prétendre assumer seule le combat contre l'austérité et le patronat. Elle ne peut prétendre de manière crédible se passer d'un front unitaire avec les autres syndicats. Au-delà des divergences avec Bergeron et Maire, les syndicats de ces centrales ne sont pas alignés de manière uniforme derrière leur secrétaire confédéral. Manque, de manière flagrante, la démarche unitaire que la CGT doit mettre en œuvre, sans laquelle son affirmation passera facilement pour sectaire.

Une tactique CGT est à l'œuvre. Valorisée par l'inaction des autres centrales, leur capitulation devant le CNPF, anoblée par les pitoyables déclarations antigreve d'Edmond Maire, la tactique CGT apparaît comme très à gauche. Mesurée aux résultats obtenus, mesurée à l'aune de l'efficacité contre la classe patronale et l'austérité gouvernementale, cette tactique affirme la CGT sur l'avant-scène comme la seule organisation d'action, mais n'affirme pas la construction d'un rapport de forces bloquant patronat et gouvernement.

Il faudra bien débattre au 42^e Congrès de novembre d'autre chose que de l'auto-proclamation de la CGT...

Jean Lantier



CFDT- BASSE NORMANDIE

«Une entreprise de démolition»

Premières réactions dans la CFDT : dans un communiqué de presse reproduit ci-dessous, l'union régionale de Basse-Normandie se déclare notamment en « opposition fondamentale avec les déclarations d'Edmond Maire » et réaffirme « que la grève n'est pas un outil dépassé ».

C'est par les médias que l'union régionale CFDT de Basse-Normandie apprend qu'il y aurait eu au conseil national des 23-24 et 25 octobre débat sur de nouvelles formes d'actions syndicales et décision de considérer la grève comme moyen « vieillot ». Pour reprendre les termes d'Edmond Maire : « Les syndicalistes doivent abandonner la vieille mythologie de la grève. »

Or, la Basse-Normandie a participé à l'ensemble des travaux de ce conseil national et à aucun moment il n'y a eu

de décision pouvant permettre au secrétaire général de faire de telles affirmations. Il ne peut, en aucune façon, s'appuyer sur une décision du conseil national.

C'est donc une nouvelle fois une mise devant le fait accompli de la part de la direction confédérale. Son adaptation volontariste agresse les militants qui sont à nouveau court-circuités. Pourtant la direction confédérale sait les dégâts causés dans l'organisation par cette pratique du « coup de poing » permanent qui met les mili-



tants en position d'accusés dans les entreprises, ceux-ci devant gérer des positions qui leur tombent du sommet.

D'électrochoc en électro-

choc, Edmond Maire poursuit une entreprise de démolition qu'il faut stopper.

L'union régionale CFDT de Basse-Normandie est en

opposition fondamentale avec les déclarations d'Edmond Maire sur la grève. Elle développera ultérieurement son analyse et ses proposi-

tions. Mais sans attendre, elle tient à réaffirmer que la grève n'est pas un outil dépassé. C'est un outil essentiel. Il en est de même pour les formes d'action telles que les manifestations de rues, etc.

Il est paradoxal d'entendre dire que c'est archéologique, rétro, lorsque ce sont les travailleurs qui manifestent et de ne pas avoir entendu le même son de cloche lorsque c'était les manifestations de l'enseignement privé ou celles de professions qui n'avaient pas l'habitude de descendre dans la rue avant 1981.

Plus que jamais aujourd'hui, face aux multiples agressions contre l'emploi, les salaires, la protection sociale, etc., le développement de l'action unitaire et des luttes (y compris la grève) à tous les niveaux sont indispensables.

Caen, le 29 octobre 1985

Editorial des feuilles d'entreprises

Devant Fabius-Chirac, ne restons pas téléspectateurs !

Fabius-Chirac, Farac-Chibius ?

Le match à l'américaine opposait à la télé Chirac à Fabius.

La droite RPR et la gauche PS.

Oh, bien sûr, il faut savoir distinguer la droite revancharde et hargneuse de la gauche en poste depuis 1981 menant la politique d'austérité que l'on sait.

Oh, bien sûr, gauche et droite, ce n'est pas pareil.

Mais, ce soir-là, ils ne nous ont pas aidés à distinguer clairement les différences.

Chirac, aiguisé comme un couteau de boucher

Pour Chirac, l'heure était à manier le couteau du boucher, en matière sociale.

A la question sur la création d'emplois, il répond par la suppression de l'autorisation administrative de licenciements. Créer des emplois, c'est pour Chirac aider les licenciés à licencier. Chapeau !

Toujours sur l'emploi, il le veut flexible, il veut les horaires souples, le travail précaire.

Encore sur l'emploi, il faut, pour le maire RPR de Paris, réduire le coût du travail, c'est-à-dire payer moins cher les salariés.

Un bienfaiteur des travailleurs, cet homme-là.

Et Le Pen le talonne, Chirac va en remettre contre l'immigration. Fermer les frontières, expulser les chômeurs immigrés, traquer les clandestins, réinstaurer les contrôles policiers pour le faire.

Comme les élections approchent, Chirac a vite emballé l'immigration pour l'assimiler à l'insécurité.

La mauvaise odeur des agressions anti-ouvrières n'étant pas suffisante, Chirac s'attaque aux libertés. Des cartes d'identité électroniques avec

tout le pedigree dessus, le rétablissement de la loi anti-casseurs, le remplacement de la peine de mort par une peine genre bagnon de Cayenne. Prolonger la garde à vue, étendre le pouvoir de la police, virer les syndicats de gauche de la police, virer les communistes de la fonction publique, rétablir la Cour de sûreté de l'Etat...

Stop ! Assez !

Si Chirac revient aux affaires, comme il dit, voilà ce qui nous attend.

Fabius, un courant d'air ?

Qu'avait donc Fabius à opposer à cette avalanche ?

Des propositions à peu près identiques, sur l'emploi, l'immigration, l'insécurité, le nombre de fonctionnaires.

Le ton, la forme, la couleur de la cravate changeaient d'un Premier ministre à l'autre.

Mais le programme socialiste pour l'emploi, les salaires, la lutte antiraciste, la lutte contre le patronat et la droite ? Ce fut bien court...

En 1986, refuser l'offensive de la droite et l'austérité de gauche

A la télé, ce soir-là, Chirac et Fabius ont fait la meilleure démonstration que pour les travailleurs, il fallait autre chose : une autre force, à gauche de la gauche, qui combat vraiment la droite. Une force vraiment à gauche pour s'opposer à la droite.

C'est cela, l'objectif de la LCR lors des élections, et après celles-ci. Refusons de rester spectateurs de leur combat pour le pouvoir. Imposons nos exigences, celles des travailleurs !

STRASBOURG
Solidarité
anticolonialiste

Contre les essais atomiques en Polynésie, manifestation spectacle à Strasbourg le 26 octobre : nous étions deux cents à défiler en portant les tableaux de Jad (Voir Rouge n° 1181). C'était aussi une manifestation de solidarité anticoloniale avec une forte présence des camarades polynésiens et kanaks. Cette initiative était appelée par quinze organisations dont le CODENE et le Mouvement de la paix, les objecteurs, la Libre Pensée, la LCR, les Verts, les Alternatifs, le PCOF. Si seulement une telle volonté unitaire était apparue au niveau national en réponse à l'affaire Greenpeace !

Le PFN (extrême droite), dont Strasbourg est parait-il l'une des places fortes, avait appelé par tract à contre-manifester. Il faut rappeler que, l'an dernier, les fascistes étaient parvenus à bloquer la manifestation pour l'indépendance kanake et que, le 1^{er} Mai, des militants du Front national avaient agressé le cortège de SOS-Racisme. Il s'agissait donc pour nous de défendre la liberté d'expression dans la rue. Ce qui fut fait par une structuration très soudée et dynamique du cortège sous l'impulsion des JCR.

Ainsi, la quinzaine de fascistes venus visiblement pour cogner ont dû rester prudemment sur le trottoir d'en face, derrière les flics, et ont renoncé à « accompagner » les manifestants.

Correspondants
Strasbourg

LAVAL

Mille cinq cents
personnes contre
la démagogie
de Le Pen

Après ses performances médiatiques, Le Pen venait à Laval le 22 octobre. Pour préparer sa réception, la LCR et le PS avaient convoqué une réunion unitaire. Tout le monde était présent, à l'exception du PCI. Mais les choses ne furent pas simples. D'un côté, la FEN ne voulait pas de manifestation le 22, pour cause d'« ouverture de festival local », de l'autre la CGT et le PC voulaient « faire la clarté » sur les responsables de la crise. Résultat : deux manifestations furent fixées. La première, le 21, rassemblait l'essentiel des organisations ouvrières et démocratiques locales : l'union départementale CFDT, la FEN, le SNES, le SNI, le PS, le PSU, le PAC, l'UTCL, la Libre Pensée, le MJS, SOS-Racisme, le Groupe de recherche pour une alternative non violent et la LCR. Mille cinq cents Lavallois et Lavalloises répondirent présents au rendez-vous des antiracistes et des antifascistes. Le rassemblement se transforma en manifestation jusqu'à la préfecture aux cris de « Racisme, fascisme, Le Pen non ! » et « Français, immigrés, égalité des droits ». Beaucoup de jeunes, tout le monde était « content du résultat » et on se promet d'organiser bientôt une grande fête antiraciste. Quant au PC et à la CGT, ils réunirent quatre-vingt personnes pour célébrer les fusillés de Châteaubriand (trotskystes exceptés, évidemment !). FO et le PCI, enfin, remportèrent la palme : ils n'étaient nulle part ! Le Pen rameuta cinq cents personnes venus de tous les départements voisins. Retenons une leçon simple : c'est la mobilisation unitaire qui marche.

Les blocages de routes et de voies ferrées, les affrontements avec la police, la marche sur Paris des sidérurgistes : c'était en avril 1984, mais aussi déjà au printemps 1979... Aujourd'hui, on a l'impression, à lire la presse, que tout est fini en Lorraine. Il faut quelques explosions de colère comme celle de Pompey pour qu'on se souvienne qu'il reste encore, dans l'est, des travailleurs qui défendent leur emploi. C'est pourquoi, plus d'un an après les luttes d'avril 1984, nous avons voulu faire le point en rappelant ce qu'ont été les attaques patronales dans cette région depuis vingt ans et en donnant la parole à des militants ouvriers en Lorraine sur la situation présente. Pour nous, c'est une façon de préparer au mieux les luttes à venir ; et puis, d'autres secteurs menacés par les restructurations capitalistes pourront tirer des enseignements de ce qui s'est passé dans la sidérurgie et les mines de fer.

20 ans d'attaques patronales

Depuis les années soixante, les mines de fer et la sidérurgie lorraines n'ont pas cessé de perdre des emplois, les courbes que nous présentons en font foi.

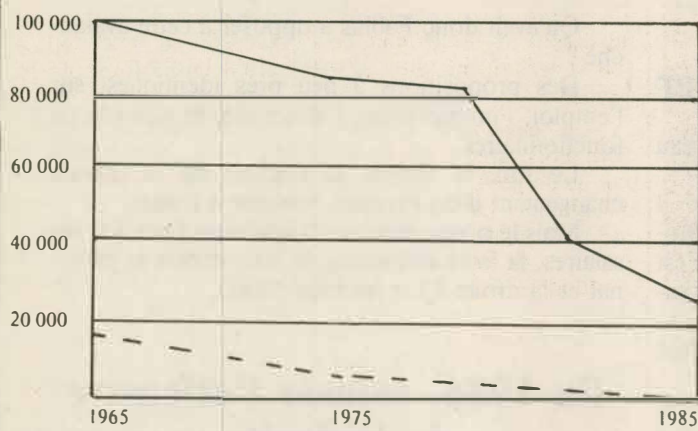
Le choc fut d'autant plus rude que les années d'après-guerre avaient été celles de la prospérité de la Lorraine sidérurgique : le plein emploi et des salaires élevés par rapport aux autres secteurs incitaient à la confiance dans l'avenir. La classe ouvrière de Lorraine était loin d'être préparée à ce qui allait suivre.

Cela a commencé dès le début des années soixante dans les mines de fer : la grève de 1963, première grande lutte ouvrière sous le régime gaulliste, a été la réponse des « gueules jaunes » à la première restructuration dans leur secteur. Mais, à ce moment-là, les sidérurgistes n'ont pas bougé. Ils n'entreront dans l'action qu'en avril 1967, après l'annonce de 15 000 suppressions d'emplois par le premier Plan

acier. Ce sera avec un an d'avance, le « Mai 68 lorrain »...

On voit nettement ici ce qui est le grand problème de la classe ouvrière dans la région : le décalage entre les luttes des mineurs et celles des sidérurgistes. Plus tard, ce sera l'isolement de certaines luttes dures (comme à Knutange en 1971). Surtout, il y aura la fragmentation bassin par bassin : entre ceux de Longwy, Gandrange, Pompey ou Neuves-Maisons, aucune coordination des actions, alors qu'ils sont touchés les uns après les autres. Et pourtant, en 1963, 1967, 1971, 1977, 1979, 1984, les travailleurs sont descendus dans la rue par dizaines de milliers. Dans ces échecs, la responsabilité des directions syndicales est patente : jamais elles n'ont cherché à forger l'unité de lutte entre les divers bassins sidérurgiques ! Sans compter la division entre les organisations qui a périodiquement fait des ravages.

Effectifs dans la sidérurgie et les mines de fer



Affrontements à Longwy, en mars 1984



La Lorraine, dix huit mois après le plan acier

Vingt ans de restructurations, ça laisse des traces : la Lorraine a aujourd'hui plus de cent mille chômeurs. Dans les bassins industriels les plus touchés, ceux de Briey et de Longwy, la population a baissé de 10 % entre 1975 et 1982... et ça continue ! En effet, un emploi perdu dans la sidérurgie, cela amène la perte de deux autres dans les divers secteurs.

Et la reconversion ?

C'était, en 1984, le cheval de bataille de Fabius et Chêreque : « On ne peut pas maintenir la sidérurgie, mais on va créer des emplois dans d'autres industries : il faut diversifier... » Le futur Premier ministre avait même, imprudent, annoncé un chiffre : quatre mille ! Un an et demi plus tard, le bilan n'est pas brillant : six cents emplois créés. Et encore ce n'est le plus souvent que sur le papier : périodiquement, on apprend qu'une entreprise ne créera finalement que la moitié des emplois qu'elle avait prévus.

Cette « reconversion » ne peut donc constituer une perspective crédible : on l'a encore vu à Pompey, où Chêreque a promis 450 emplois alors que les effectifs de l'usine doivent passer de 1 900 actuellement à 350 en 1987. Pourtant, dira-t-on, la grève s'est arrêtée (reprise votée par 60 % des grévistes) après ces propositions. Est-ce là le signe qu'elles satisfont les travailleurs ou bien qu'il y a un manque de perspectives d'action ?

En effet, aujourd'hui, la désorientation, la désorganisation du mouvement ouvrier sont importantes : dans l'usine de Senelle,

place forte du mouvement ouvrier dans le bassin de Longwy, en juin dernier, le quorum des 50 % au premier tour des élections syndicales n'a pas été atteint (c'était la première fois depuis 1945).

Reconstruire l'unité ouvrière

Bien sûr, les défaites pèsent ; mais, à cela s'ajoute la division qui bat son plein comme jamais. Depuis le 13 avril 1984 (marche sur Paris), il n'y a pas eu d'actions unitaires ; quant à la liaison entre les divers bassins, il n'en est plus question.

Pourtant, il y a encore des batailles à mener dans la sidérurgie

lorraine, d'ici fin 1986, de nouvelles décisions seront annoncées.

Par exemple, à Longwy, le haut-fourneau est en sursis, selon les propres termes de la direction. Une nouvelle liquidation, avec ses conséquences, ferait du bassin un véritable désert...

Il faut donc défendre pied à pied les emplois dans la sidérurgie. La reconversion, on l'a vu, n'est qu'un mauvais palliatif destiné à calmer les explosions de colère des sidérurgistes. La seule voie reste donc la lutte unie et résolue pour défendre ce qui reste de la sidérurgie lorraine après les ravages causés par vingt ans de restructurations.

Manifestation des sidérurgistes contre le plan acier, en avril 1984



Le plan acier en chiffres

Usines fermées

Denain (Nord)...	6 300 salariés au 1/5/79, cessation d'activité fin 1984.
Homécourt (Meurthe-et-Moselle)...	283 salariés à la fermeture du site en 1983.
Vireux-Molhain (Ardennes)...	900 salariés à la fermeture fin 1982

Fermetures annoncées

Hagondange (Moselle)...	400 salariés au 1/9/84.
Hautmont (Nord)...	540 salariés au 20/11/84
Jœuf (Meurthe-et-Moselle)...	650 salariés au 1/9/84
Pompey (Meurthe-et-Moselle)...	4 600 salariés en 1977.
2 300 salariés au 1/2/85	
Trith-Saint-Léger (Nord)...	770 salariés au 21/8/85
Villerupt (Meurthe-et-Moselle)...	361 salariés au 30/4/85

Survie menacée

Les Dunes (Nord)...	2 400 emplois au 1/7/85, il resterait 1 000 emplois sur le site fin 1986
Fos (Bouches-du-Rhône)...	Fermeture prévue par le plan de 1984
Gandrange-Rombas (Meurthe-et-Moselle, Moselle)...	7 700 emplois au 30/4/85, 3 000 à 4 000 prévus début 1987.
Longwy et usines voisines (Meurthe-et-Moselle)...	16 450 salariés en 1975, 6 000 début 1984, 5 000 en 1985, objectif 3 000 fin 1986
Mondeville (Calvados)...	5 600 salariés en 1983, 3 640 au 1/9/85, 300 suppressions d'emplois programmées en 1986-1987.

Longwy: que reste-t-il de leurs luttes ?

Longwy en 1979, puis en 1984 : le symbole de la résistance ouvrière aux restructurations capitalistes. Aujourd'hui, où en est-on là-bas, quel bilan les militants tirent-ils des luttes passées ? Comment voient-ils l'avenir ? Nous avons voulu faire le point avec M. Olmi, ancien secrétaire de l'UL CGT, évincé à cause de sa volonté d'ouverture à la radio Lorraine cœur d'acier et J. C. Spiragelli, militant de la CFDT (membre du conseil syndical de la sidérurgie lorraine).

Interview de Michel Olmi

□ Comment apprécies-tu la situation dans le bassin de Longwy, aujourd'hui ?

On est dans une situation où c'est l'attentisme qui domine. Il y a bien quelques luttes, comme au Rond-Point (grand magasin de Longwy), où les travailleuses ont réagi pour défendre des acquis (primes de fin d'année et d'ancienneté) que la direction voulait remettre en cause. Par contre, sur les licenciements prévus dans la même entreprise, il n'y a pas eu beaucoup de réactions : là-dessus, les gens doutent de l'efficacité des luttes après les expériences de la sidérurgie. Il y a eu aussi des actions aux Télécoms, ainsi que chez Unimetal (sidérurgie). Mais, sur les restructurations, il y a plutôt, sur le bassin, un sentiment d'impuissance.

□ A quoi est dû selon toi ce sentiment ?

Essentiellement au fait que, malgré les luttes importantes de ces dernières années, les suppressions d'emplois sont intervenues. Il y a aussi scepticisme quant aux possibilités de reconversion industrielle. Les gens ne la voient pas venir concrètement et ne croient plus à rien.

□ Quel bilan tires-tu des luttes de ces dernières années ?

On a limité les dégâts (garanties sociales, préretraites...). Sans ces luttes, la situation aurait été plus catastrophique. Mais, il y a le problème des petites et moyennes entreprises non sidérurgiques : elles ont été gravement touchées et n'ont pas bénéficié des acquis sociaux. Avec ça et les chômeurs, réaliser l'unité entre toutes ces catégories de travailleurs est difficile. Il y a des réactions du type : « On s'est battu pour la sidérurgie, mais aujourd'hui, on est un peu les dindons de la farce ! » Plus grave : on ne ressent plus entre les luttes des travailleurs la solidarité qui existait en 1984 et plus encore en 1979.

Et le groupe 1979-1984 ?

Ça a été un mouvement utile dans la lutte (il y a eu jusqu'à deux

cents personnes aux réunions). Ce qui regroupait les gens, c'était l'indépendance par rapport aux partis et la volonté de dépasser les divisions. Il y en avait aussi beaucoup qui ne se retrouvaient plus du tout dans les organisations syndicales. Mais, il y avait aussi des limites à tout cela, notamment la peur de remettre en place une structure. Aussi, après les luttes, chacun est retourné à ses occupations, à son syndicat. On s'est retrouvé à une quinzaine et il n'y a plus rien eu. Maintenant, les copains s'investissent plus dans des associations (comme celle pour l'étude du patrimoine du bassin de Longwy, l'APEP, ou une association pour les chômeurs). Ils ont le sentiment d'y faire des actions plus concrètes. Beaucoup ne croient plus à l'efficacité des luttes revendicatives comme celles que nous avons menées. Ce qui s'est passé ici entre 1979 et 1984 pèse sur l'analyse des militants, et encore plus, évidemment, sur la masse des travailleurs.

□ Alors quelle perspective ?

Il est difficile de percevoir des perspectives aujourd'hui. Bien sûr, tout le monde a en tête les élections de 1986 : comment les forces qui ont une démarche anticapitaliste et qui rejettent les organisations traditionnelles de gauche pourront-elles s'y exprimer ?

La difficulté actuelle est d'arriver à créer ce mouvement. Peu importe comment il s'appellerait : il faut se démarquer à la fois de la droite et des forces traditionnelles de gauche pour essayer de changer les choses. Pour l'instant, on ne ressent pas que cette volonté puisse se manifester avant mars 1986. On risque donc d'arriver aux élections sans qu'il y ait quelque chose de nouveau dans le bassin, sans qu'une autre démarche apparaisse qui puisse représenter une alternative. Ceci est lié au pessimisme, à l'impression de défaite qui existe ici : il y a une certaine lassitude. Ça peut changer, mais, si chacun reste dans son coin, je ne vois pas comment sortir de la situation.

Interview de Jean-Claude Spigarelli

● Comment vois-tu la situation actuelle du bassin ?

Au niveau des luttes, on peut dire qu'il n'y en a pratiquement plus : à cause de la désunion syndicale, d'une part, de l'amertume des travailleurs par rapport à 1979 et à 1984 (où ils n'ont rien pu faire bouger), d'autre part. Sur l'emploi, les gens ne se battent plus.

En plus, il y a le problème des petites boîtes. Ceux qui y travaillaient se sont sentis trahis : ils n'ont pas obtenu la protection sociale qu'ont gagnée les sidérurgistes, alors qu'ils avaient participé à leurs luttes, surtout en 1979. C'est après qu'il y a eu un premier divorce dans la population : ceux de la sidérurgie ne se sont pas sentis concernés par les licenciements dans les petites boîtes, même celles qui étaient des filiales. C'est pour cela qu'en 1984, à l'exception de la manifestation du 4 avril, le mouvement était moins fort dans l'ensemble de la population du bassin.

● Quel bilan tires-tu aujourd'hui de toutes ces luttes ?

En 1979, ce qu'on a fait, il fallait le faire. Mais, alors qu'on avait ébranlé l'édifice patronal (concessions sur le plan social), on n'a pas pu étendre la convention à l'ensemble du bassin : premier échec, qui hypothéquait l'unité. En 1984, la lutte ne pouvait être la même. D'abord, les données politiques avaient changé : il

y avait la désillusion par rapport au PS et au PC. Or, on a voulu refaire 1979, ce qui a conduit au même résultat : il y avait moins de monde et plus du tout d'unité. Ceux qui étaient en lutte n'étaient plus tout à fait les mêmes qu'en 1979 : ça s'est polarisé en 1984 autour du train à feuillard de Rehon, en voie de liquidation. Les formes d'action de ceux de Rehon ont été rejetées et l'unité du bassin en a été amoindrie, sauf à la manifestation du 4 avril. Mais le 13, à la marche sur Paris, il n'y avait que les sidérurgistes, ce qui n'était pas le cas lors de la montée nationale du 23 mars 1979.

● Et le groupe 1979-1984, quelle a été son utilité ?

On a été jusqu'à deux cent cinquante, mais ce fut sans lendemain. Il y a eu des erreurs : le groupe n'a pas trouvé les moyens de faire comprendre ce qu'il voulait. Les gars y ont vu un cinquième syndicat, alors qu'on se battait pour l'unité.

Mais il est positif que ça ait existé, que cinq cents personnes aient manifesté avec nous le 4 avril, sachant ce qu'elles voulaient. La démonstration a été ainsi faite que beaucoup de travailleurs avaient envie de se battre unitairement, malgré les syndicats, qu'il y avait d'autres méthodes de lutte. Le problème a été posé à toutes les organisations syndicales et politiques, notamment lorsqu'on a occupé le *Républicain lorrain*.

Les ex-maitres de forge se portent bien

« Engouements pour les anciens holdings sidérurgiques, les actions Marine Wendel, Nord-Est, Senelles-Maubeuges, etc. ont gagné plus de 60% en un an. Leur désengagement partiel ou total de la métallurgie est payant. Leur avenir se présente bien », titrait une étude du *Journal des Finances* du 3 janvier 1985. La nationalisation de la sidérurgie Sacilor (de Wendel), Usinor (Nord-Est) a laissé les maisons mères pratiquement intactes, comme les filiales qui en dépendaient directement ou indirectement.

Les anciens propriétaires d'Usinor ou de Sacilor contrôlent donc toujours des groupes industriels tels que Vallourec (tubes) pour Nord-Est, Carnaud (emballages métalliques, plastiques...) pour de Wendel. L'un comme l'autre se sont redéployés vers les services informa-

tiques avec Cap Gemini Sogeti (de Wendel), Sema-Metra (Nord-Est), qui figurent parmi les premières sociétés européennes dans ce secteur. Sans parler des participations dans de multiples sociétés que gèrent l'un et l'autre dans leurs sociétés de portefeuilles, ou de leurs participations importantes dans deux des plus grands groupes de travaux publics français, Auxiliaires d'entreprise et Entrepore.

Les indemnités des sociétés nationalisées, Usinor et Sacilor ont bien fait des petits... La banque de Wendel (banque Demachy) devrait prochainement fusionner avec l'établissement financier Gérance Parisienne. Privée de messieurs Worms et compagnie... En cas de dénationalisation prochaine des groupes nationalisés en 1981, nul doute que cela puisse toujours servir ! M.M.

Enfin, l'existence du groupe et ses opérations « coup de poing » ont un peu pesé, en « faisant peur » (il y avait alors une exceptionnelle concentration de forces, de police à Longwy), pour obtenir des compensations sociales aux suppressions d'emplois.

● Et maintenant, quelles sont les perspectives ?

On assiste au plus bas niveau de luttes sociales qu'on ait eu depuis longtemps, alors qu'on reçoit encore plus de coups (emploi, salaires, avantages sociaux...) et qu'il faudrait donc une mobilisation générale des travailleurs. En plus, il y a l'échec électoral de 1986, qui fige aussi les choses. Il

y a le chômage, qui divise et puis chaque sou est compté : les travailleurs hésitent avant de faire la moindre heure de grève.

Il faudrait que les travailleurs se prennent en charge eux-mêmes. Mais ça vient pas tout seul. Et puis, en face, ils ont tiré les leçons de tout ce qui s'est passé. C'est pourquoi il faut innover rapidement dans la forme des luttes. Par exemple en 1984, quand on a occupé le *Républicain lorrain*, on aurait dû aller plus loin et imposer la sortie du journal avec une partie faite par nous et expliquant notre lutte. En un mot, le syndicalisme d'hier ne sera pas celui de demain.

Dossier réalisé par Robert Noirel

Le cortège du groupe « 79-84. Longwy même combat », lors de la manifestation des sidérurgistes



Rouge

A propos

d'un débat avec Lutte ouvrière

Contribution de Lutte ouvrière

Lettre ouverte à la majorité du comité central de la LCR

Paris, le 3 octobre 1985

Camarades,

Nous avons pris connaissance, cet été, du projet de thèses politiques que vous présentez à la discussion des membres de la LCR dans la perspective du congrès de votre organisation convoqué pour le 1^{er} novembre.

Puisque vous avez rendu ces textes publics et que vous déclarez qu'il n'y a aucune raison que la discussion soit restreinte aux seuls militants et militants de la LCR, nous nous permettrons de participer à cette discussion, mais notre participation fera l'objet d'autres textes.

L'objet de cette lettre est plus restreint et concerne directement nos deux organisations.

La quasi-totalité de votre projet a trait à la construction d'une alternative anticapitaliste au travers de ce que vous appelez la « recomposition du mouvement ouvrier », mais les élections de mars 1986 y tiennent la place essentielle. Elles figurent en filigrane tout le long du texte et en constituent le début et la conclusion. Vos camarades sont essentiellement appelés à se prononcer sur la possibilité et l'enjeu de listes de coalition aux élections de mars 1986.

Ce qui nous surprend dans ce texte, c'est que tout

votre raisonnement ne tourne qu'autour de la possibilité de réaliser une telle coalition, et qu'il n'est absolument pas envisagé — sauf quelques allusions d'une demi-ligne par-ci par-là — ce que vous pourriez faire au cas, pourtant prévisible, où cette hypothèse ne se réalisait pas. A vous lire, la seule chose utile que votre courant puisse faire dans ces élections, c'est de s'y présenter avec cette seule perspective et apparemment toute autre alternative ne vous paraît pas envisageable.

Qu'en conclure, sinon que la LCR n'est pas prête à se présenter, en cas d'échec de ce projet « alternatif » pour le moins aléatoire, sous son propre nom, toute seule ou, ce qui revient au même, en compagnie de Lutte ouvrière. Cette variante nous semble une hypothèse si peu favorable que vous vous refusez à l'envisager et qu'elle ne vous paraît pas nécessiter une discussion de la part de vos camarades.

Bien sûr, vous pourriez ne pas encore avoir de projet électoral bien défini. Or vous en avez un, mais un seul. En tout cas un seul que vous exposez à vos camarades et à votre public, et sur lequel vous les appelez à réfléchir, à discuter, à s'engager.

Mais nous nous posons cependant une question : quel



intérêt politique y aurait-il pour vous à ce que nos deux organisations se présentent ensemble, hors du cadre d'une alternative anticapitaliste basée sur un regroupement selon votre cœur ?

Il n'y a apparemment pour vous ni trace d'enjeu, ni le moindre intérêt politique à une telle participation et à une telle campagne commune limitée à nos deux seules organisations. Vous n'avez

rien à en dire aux travailleurs, rien à en dire à la gauche, rien à en dire au public auquel vous étendez la discussion dans le préambule de vos textes, rien à en dire à vos militants, rien sur lequel ils pourraient se prononcer lors de votre congrès, où pourtant les élections de mars 1986 tiendront la place essentielle.

De ce texte dont nous parlons, nous n'avons pu que déduire que l'éventualité de

Les camarades de Lutte ouvrière ont consacré un numéro spécial de leur revue politique, *Lutte de classe*, au VII^e Congrès de la LCR. Ils publient dans celle-ci une longue « lettre ouverte à la majorité du comité central » de notre organisation.

En rendant publics les projets de thèses soumis au vote des militants de la LCR, dans la tradition démocratique et révolutionnaire qui est la nôtre, nous voulions que notre débat soit une contribution et une réponse aux questions que se posent des milliers de travailleurs, au terme de cinq ans de gouvernement de gauche et à quelques mois de l'échéance de 1986.

Nous ne pouvons donc que nous réjouir que nos camarades de Lutte ouvrière, avec qui nous entretenons des rapports fraternels, aient saisi cette opportunité pour débattre publiquement avec nous, des tâches des révolutionnaires dans la situation présente. Les problèmes soulevés par leur contribution nous ont semblé suffisamment importants pour que nous publiions, dans ce supplément spécial, leur texte et la réponse du bureau politique.

nous retrouver seuls sera un échec, pas seulement d'une hypothèse militante, mais un échec tout court, une défaite tout court, ce qui ne nous paraît pas un état d'esprit favorable pour engager une campagne électorale de nos deux seules organisations. A moins de se contenter de la faire de façon toute formelle, sans se servir des panneaux électoraux, en se dispensant au besoin de professions de foi, et sans même faire campagne.

Ce que vous pourriez faire alors, avec nous, ne serait qu'un geste formel limité aux relations habituelles entre nos deux organisations et aux positions de principe des révolutionnaires face aux élections.

A l'époque même de la parution de ce texte, il était déjà patent que le regroupement que vous envisagiez ne pourrait pas se faire, ni à l'échelle nationale, ni même à l'échelle locale, autrement qu'exceptionnellement.

Aujourd'hui, c'est démontré et cela ressort d'ailleurs de vos propres informations : il n'y aura pas de coalition selon votre cœur, ni dans les législatives — mettons, à une ou deux exceptions près — et il n'y en aura pas plus d'une demi-douzaine dans les régionales.

Plus grave encore, ce qui

ressort de votre texte — dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'était pas prémonitoire — que vos camarades sont appelés à voter lors de votre congrès de novembre, c'est que vous attribuez et attribuez peut-être à ces quelques cas particuliers plus de signification et d'importance politique qu'aux 95 listes que vous compteriez, selon ce que vous nous avez dit, présenter en commun aujourd'hui avec nous aux législatives.

A vous lire, si votre projet échoue, il vous semble aller de soi qu'il sera toujours temps de faire un accord symbolique avec LO pour des listes communes qui ne laisseraient pas le PCI occuper seul le paysage.

Mais peut-être comprendrez-vous dans ce cas que ni nous-mêmes, ni nos militants n'auront sans doute envie de faire l'effort financier et humain d'une campagne électorale nationale en commun avec une organisation et des militants qui n'y verraient aucun intérêt autre que de principe. Il nous semble qu'à ce moment-là, la présentation de trois listes communes pourrait amplement suffire à satisfaire nos principes respectifs et nos relations de bon voisinage, tout en ayant l'immense avantage de nous faire réaliser, ainsi qu'à nos

militants et à nos sympathisants, des économies substantielles en argent et en dévouement. Cela vous permettrait de plus d'attribuer plus aisément à la demi-douzaine de listes alternatives que vous pensez réaliser, le caractère majeur que vous leur prêtez, même si elles ne sont que régionales.

A la date de parution de ces textes, vous connaissiez notre position sur cette perspective de coalition puisqu'un accord nous liait, malgré nos divergences de vues. Vous saviez que votre projet nous paraissait irréaliste. D'abord parce qu'il ne semblait pas qu'il existe vraiment dans le pays des indices de recomposition que vous affirmiez percevoir. Les seuls groupes ou militants un tant soit peu représentatifs (écologistes, régionalistes, etc.) avec lesquels, à notre avis, il était non seulement faux de vouloir faire un accord politique, mais qui, de toute façon, nous en avions la conviction, se refuseraient à tout accord avec vous, et à fortiori avec nous. Nous vous l'avions dit : même si nous étions d'accord, eux ne le seraient de toute façon pas.

Entendons-nous bien. Nous vous l'avons dit, nous ne vous reprochons pas d'avoir essayé. Les révolutionnaires doivent savoir tenter l'impossible. Nous avons au contraire admis devant vous pouvoir nous tromper dans notre appréciation de la situation, car ni vous, ni nous, ne sommes des partis réellement implantés, nous sommes de petites organisations et nous pouvons avoir une vue partielle de la situation, et pourquoi pas divergente, parce que confrontées à des milieux et des réalités différentes.

C'est pourquoi, à l'époque, étant donné nos rapports, nous avons accepté, nous vous le rappelons, en ne rendant pas public notre désaccord, de vous permettre de mener l'expérience jusqu'au bout afin d'en rediscuter ultérieurement, une fois l'expérience faite, sur des bases plus concrètes que ce qui pouvait paraître comme des analyses a priori. Nous avons donc participé à toutes les réunions où vous nous aviez invités, sans manifester notre désaccord de principe qui aurait pu diminuer la crédibilité que nos deux organisations unies pouvaient représenter auprès de ces courants.

Nous avons donc fait, vous le savez, la démarche qui consistait à vous accorder un maximum de crédit, à vous-mêmes sinon à votre projet. Nous pouvions attendre de vous la même attitude.

Quoi que vous pensiez de notre raisonnement, vous auriez pu prendre en considération au moins la force militante largement équivalente à la vôtre que nous représentons et dont vous ne pouvez guère vous passer.

Vous agissez bien souvent avec nous comme si nous étions une organisation activiste mais peu politique, tandis que la vôtre détiendrait le bagage théorique propre à lui faire jouer un rôle plus dirigeant que le nôtre. C'est pourquoi nous attendons de vous qu'il manie — le raisonnement politique mieux que nous, de nous expliquer, ainsi qu'à tous nos militants et sympathisants,



quel intérêt nous aurions, après ce que vous avez écrit là, à nous présenter, ensemble ou séparément, à ces élections, si la perspective que vous décrivez dans ce texte de congrès ne se réalise que dans quelques départements, et aux régionales de surcroît.

Une campagne électorale comme celle-ci, c'est une énorme charge financière, qui va demander à nos militants, à nos sympathisants, des sacrifices considérables, dans une période difficile. Nous devons nous adresser à des milliers de travailleurs pour leur demander de faire un sacrifice financier pour financer notre campagne. Nos militants, nos sympathisants devront, si nous nous présentons partout, coller des affiches sur des milliers de panneaux électoraux, ce qui demande des heures et des jours de déplacements et des sacrifices financiers considérables.

Peut-on demander tout cela sans raison politique ? Et peut-on, sans raison, demander aux électeurs de voter pour nos listes ?

Nous, nous ne le pensons pas. Si nous décidions de

faire cet effort, c'est parce que nous y verrions une justification et pour les travailleurs eux-mêmes, et pour les électeurs eux-mêmes. Sinon, nous ne le ferons pas.

Croyez bien, camarades, que vous ne pouvez pas disposer de nous de la façon dont vous semblez le croire, et que nous ne sommes pas prêts à engager nos militants et sympathisants à faire des sacrifices importants en compagnie d'une organisation dont les dirigeants considéreraient ces efforts comme secondaires, inutiles et superflus, et qui ne seraient pas prêts à engager leurs militants à faire les mêmes. S'il s'agit de se présenter pour le principe et d'assumer l'essentiel des efforts militants, nous pouvons aussi bien — et même mieux — le faire seuls. Dans cette période de recul, l'avenir appartiendra à ceux qui seront capables de tenir, de durer et d'avancer, même et surtout s'ils sont seuls.

Peut-être vos camarades sont-ils habitués — encore que nous en doutions — à se voir proposer des perspectives, des opportunités, des

développements prometteurs tant qu'ils sont lointains, tout en sachant que cela c'est le côté « textes publics » tandis que la réalité sera tout autre et plus banale. Peut-être n'en sont-ils ni déçus, ni démoralisés. Mais c'est peu vraisemblable : la critique se fait habituellement dans ce cas avec les pieds.

En tout cas, nos militants et sympathisants à nous n'ont pas cette habitude. Nous ne décrivons pas les possibilités politiques sous des dehors prometteurs lorsque nous savons que la réalité est moins riche. Même si vos militants, après ce que vous soumettez à leur discussion sur les perspectives de ces élections, peuvent réellement envisager de combattre pour les listes de leur seule organisation (seule, ou avec la nôtre), eh bien, nos militants à nous ne sont pas prêts à avoir confiance dans la sincérité et dans l'efficacité d'une direction politique qui prétendrait en mars 1986 mener sérieusement, avec des seules listes LO-LCR, une campagne électorale conséquente et qui plus est à l'échelle nationale, avec tout ce que cela implique

d'efforts et de sacrifices, après avoir écrit en juillet et peut-être répété en novembre que la seule perspective possible, riche, utile, serait le ralliement des forces disparates (écologistes, nationalistes, régionalistes, morceaux du PSU...) qui soit ne représentent qu'eux-mêmes, soit sont des adversaires des révolutionnaires (et nous éprouvons une certaine fierté à ce que certains de vos camarades minoritaires de votre comité central considèrent que nous sommes plus gênants qu'utilitaires pour attirer ces gens-là).

Les militants ouvriers et intellectuels, les sympathisants, les travailleurs qui entourent LO représentent une force réelle, toute faible qu'elle soit présentement. Ce qui n'est pas le cas des éléments insaisissables que vous prétendez regrouper. Les premiers mériteraient de votre part autant de considération et d'efforts pour les persuader de votre volonté de mener une campagne politique sérieuse à leurs côtés (parce que vous ne retrouverez finalement qu'eux à vos côtés) que vous en dépensez pour rassembler et quémanner

der la considération de gens qui ne représentent rien, ou ne veulent pas de vous.

Il se peut qu'il existe dans le pays un certain nombre de militants, de militants ouvriers, en rupture avec la politique des grandes organisations ouvrières, et qui se posent des questions sur l'avenir. Mais justement, à ces militants-là, il ne faut pas proposer de s'unir avec les écologistes, avec les régionalistes qui ne font pas partie du mouvement ouvrier.

Notre politique pour gagner ces militants-là sera au contraire de faire preuve de plus de détermination. Nous leur dirons que si nous présentons des listes dans leurs départements, leur place est sur ces listes. Nous ne leur demandons pas d'adhérer à toutes nos idées, mais ils ne doivent pas avoir peur d'être vus en compagnie de révolutionnaires, ou de se dire révolutionnaires. Et c'est justement ce choix que nous leur offrons. Plus exactement, c'est leur capacité à faire ce choix, dirons-nous à l'électorat ouvrier, qui lui permettra de reconnaître les femmes et les hommes dans lesquels il peut et pourra placer sa confiance dans les mois à venir. Car depuis 1981, ce qui a fait faillite, c'est le réformisme, sous toutes ses formes. Le présent est ce qu'il est, mais l'avenir, lui, sera révolutionnaire.

Voilà le langage ferme que vous auriez pu tenir, et qui aurait encouragé peut-être un certain nombre de militants à vous rejoindre.

Aujourd'hui, les travailleurs ne doivent tourner les yeux que vers des gens qui n'ont pas peur de se dire révolutionnaires ou d'être vus en compagnie de ces derniers. Sur tous les autres, les travailleurs ne pourront pas compter, dans la période de recul qui s'annonce, et surtout ils devront savoir les écarter lorsque la combativité ouvrière provoquera la renaissance du mouvement ouvrier (révolutionnaire, nous le souhaitons).

C'est cela la seule perspective réaliste. Nous entrons, et nous sommes, dans une période de recul du mouvement ouvrier, qui a toutes chances de s'approfondir encore. C'est le moment des démarcations, pas des rassemblements. Les travailleurs doivent savoir sur qui ils peuvent compter et pour le présent, et surtout pour l'avenir. Ce n'est pas à nous de cautionner quiconque, c'est à tous les militants honnêtes de faire le choix de la compagnie dans laquelle ils souhaitent se trouver. Il y a des militants honnêtes et de valeur au PSU. Ils doivent opter entre les Bouchardeau passés, présents et à venir, et les militants révolutionnaires dont ils doivent choisir le camp ouvertement.

Voilà nos perspectives pour la campagne des législatives en mars 1986.

Et c'est le choix que nous vous proposons de faire, consciemment, sans être réduits à le faire comme un moindre mal parce que tous les alliés que vous escomptiez trouver dans le mouvement ouvrier décomposé et sa périphérie vous auront échappé des doigts.

Pour le CE de Lutte ouvrière
Jacques Morand

La réponse de la LCR

Montreuil,
le 21 octobre 1985
Chers camarades,

Nous avons pris connaissance de votre « Lettre ouverte aux camarades de la majorité du comité central de la LCR ». Nous nous félicitons de l'intérêt que vous portez à notre débat et nous vous en remercions. Comme vous le rappelez, nous avons en effet considéré qu'il n'y avait aucune raison que notre discussion soit restreinte aux seuls militants et militantes de la LCR.

C'est d'autant plus important entre nos deux organisations que, depuis plusieurs années, nous entretenons des relations fraternelles et que nous partageons une commune volonté d'agir ensemble et d'engager un processus de rapprochement. Nous donnons ainsi l'exemple, sans équivalent au sein du mouvement ouvrier, de deux organisations révolutionnaires qui, séparées par des divergences profondes, ne cherchent ni à les cacher ni à les exagérer, mais en débattent librement et publiquement. Et, sur cette base de confiance mutuelle, cherchent dans toute la mesure du possible à agir dans l'unité, pour la défense des intérêts des travailleurs.

Dans ces conditions, afin de préserver et développer l'acquis précieux de nos relations fraternelles, il nous semble important qu'aucun obstacle artificiel ne soit dressé qui générerait cette discussion libre et confiante. C'est pourquoi nous pensons que doivent être d'emblée écartés certains arguments de votre lettre qui n'ont pas leur place dans le débat.

Vous prétendez que, bien souvent, nous agirions avec vous comme si vous étiez « une organisation activiste mais peu politique », tandis que la nôtre « détiendrait le bagage théorique propre à lui faire jouer un rôle plus dirigeant » que la vôtre ? Quelles sont ces fables ? Que viennent-elles faire dans la discussion ? Nous tenons effectivement à notre « bagage théorique » qui est celui de la IV^e Internationale. Notre « rôle dirigeant », quand nous l'avons eu, et ce dans les limites de notre implantation, nous l'avons gagné par le travail de nos militantes et militants. Il en va évidemment de même pour votre organisation. Les problèmes entre vous et nous ne proviennent pas d'un prétendu « activisme » dont nous n'avons jamais parlé. Ils découlent tout simplement des *désaccords politiques* que nous avons en matière de politique internationale, nationale ou d'intervention dans le mouvement ouvrier, et de rien d'autre. Epargnez-nous donc, camarades, des propos qui, sous couvert de nous taxer d'attitude arrogante, tendent à être fort méprisants à notre égard. D'autant que vous savez parfaitement, parce que nous le disons clairement et publi-



quement, ce que nous pensons de votre organisation, le respect que nous inspirent le dévouement et la conviction des militants et militantes de LO.

Si telle n'était pas notre appréciation de ce qu'est LO, de ce que sont ses militants et sympathisants, il faudrait se demander pourquoi, au cours des dernières années, nous n'avons pas cessé de vous faire des propositions visant à matérialiser un réel rapprochement.

C'est pourquoi, nous ne comprenons pas l'insistance avec laquelle votre lettre nous demande « quel intérêt nous aurions... à nous présenter ensemble ou séparément à ces élections » : « Peut-on demander tout cela (l'effort d'une campagne électorale nationale) sans raison politique ? Et peut-on, sans raison, demander aux électeurs de voter pour nos listes ? »

Quelle que soit votre opinion sur l'orientation soumise par la majorité du comité central au prochain congrès de la LCR, nous sommes assez surpris de votre réaction qui, plusieurs fois dans la lettre, frise le procès d'intention à notre égard. Il nous semble que les divergences réelles entre nos deux organisations sont suffisamment importantes pour ne pas y ajouter des caractérisations fausses de notre politique, telle celle de la nature « symbolique » que revêtirait à nos yeux un accord avec LO.

La nécessité et l'importance d'un accord entre LO et la LCR est, à nos yeux, une évidence. Compte tenu des liens qui existent entre nos deux organisations, des nécessités de la situation politique et de l'enjeu que représentent les élections de 1986, il nous semblerait impensable que nous ne soyons pas présents dans cette bataille, et même que nous la menions séparément.

Nous avons, à maintes occasions, fait connaître notre position. Nous sommes prêts à vous en redire une nouvelle fois les raisons, bien que vous les connaissiez, puisque nous les avons expliquées plusieurs fois au cours de nos réunions communes de direction, et parce qu'elles sont publiques.

Nous sommes convaincus qu'à l'occasion des prochaines élections il est décisif de donner aux travailleuses et travailleurs de ce pays un moyen de s'exprimer contre la volonté de revanche de la droite et contre le bilan de faillite de la gauche, de leur donner un moyen politique de se faire entendre pour dire ce qu'ils pensent de ce qu'ont fait au pouvoir les dirigeants réformistes et, peut-être pour beaucoup d'entre eux, que les seuls « réalistes » sont ceux qui leur proposent de lutter aujourd'hui pour se défendre et demain pour renverser le capitalisme.

Dans l'état actuel des choses, la LCR et LO sont les seules organisations nationales et disposant de forces militantes réelles susceptibles de s'engager sans aucune réticence politique et organisationnelle dans une pareille bataille.

Pour notre part, nous avons dit publiquement dans notre presse et nos réunions que, en tout état de cause, nous serions présents pour cette échéance de mars 1986. Et nous avons proposé, à maintes reprises, d'en préparer concrètement les modalités ensemble. Notre position dans ce domaine, contrairement à ce que vous écrivez, ne s'est jamais empêtrée dans aucun double langage ni aucun faux-fuyant. Les révolutionnaires ont la responsabilité politique d'intervenir dans ces élections pour y défendre une politique opposée à celle de direction réformistes du PS et du PCF et, naturellement, intransigente

contre la droite. La LCR et LO ont les forces pour le faire. Elles doivent le faire ensemble pour donner le maximum d'ampleur à cette campagne. Un point c'est tout.

Le sens que nous voulons donner à cette bataille est connu, nous avons proposé ce qui nous semble devoir constituer les axes d'une plate-forme politique pour une telle campagne, nous avons affirmé notre volonté de réaliser, sur cette base, l'unité avec toutes les forces prêtes à partager ces objectifs, et avec, en tout premier lieu, LO. S'il y a retard pour avancer sur cette voie, camarades, il est de votre fait. En dehors de votre désaccord sur la démarche que nous entamions pour mettre sur pied une large coalition électorale, vous ne dites rien de ce que sont vos propres intentions pour 1986. Voulez-vous vous présenter aux élections ? Sur la base de quelle plate-forme politique ? Quels sont les accords unitaires que vous jugez, sinon possibles, du moins souhaitables ?

Avouez que sur tous ces points, ce n'est pas de votre côté que la clarté est la plus grande !

Nous espérons que, puisque nous vous confirmons une nouvelle fois que dans cette affaire nous n'allons pas « à reculons », vous nous donnerez acte que nos propositions sont sans ambiguïté. La discussion entre nous doit porter, non sur telle ou telle interprétation sur les intentions cachées que vous nous prêtez ou les prétendus doutes que vous nous attribuez si généreusement, mais sur ce que sont vraiment nos divergences.

Vous expliquez que nos camarades « sont essentiellement appelés à se prononcer sur la possibilité et l'enjeu des listes de coalition aux élections de mars 1986 ». Vous savez pertinemment, pour



l'avoir lu attentivement, comme le montrent les textes que vous leur consacrez dans *Lutte de classe*, que nos projets de thèses et nos débats ne se bornent pas à la construction d'une alternative anticapitaliste, et que cette dernière ne se réduit pas à la proposition de coalition électorale aux élections de mars 1986. Par contre, il est vrai que nous divergeons sur ce que doit être la politique des organisations révolutionnaires dans la situation présente. En particulier, et dans cette lettre nous limiterons nos propos à ce point, en ce qui concerne l'attitude à avoir face à la

crise que connaît le mouvement ouvrier, les propositions qu'il convient de mettre en avant pour agir sur celle-ci.

Toute votre politique semble dictée par un jugement de fond que vous formulez ainsi : « Nous entrons, et nous sommes, dans une période de recul du mouvement ouvrier, qui a toute chance de s'approfondir encore. C'est le moment des démarcations, pas des rassemblements. »

A vous en croire, il n'existerait pas dans le pays d'indices de recomposition,

d'éventuels alliés des révolutionnaires se voient étiquetés comme « des forces disparates (écologistes, nationalistes, régionalistes, morceaux du PSU, etc.) qui soit ne représentent qu'eux-mêmes, soit sont des adversaires des révolutionnaires ». Bref, les produits du « mouvement ouvrier décomposé et sa périphérie ». Et le « recul » serait tel que les révolutionnaires n'auraient d'autre perspective que celle de l'isolement : « Dans cette période de recul, écrivez-vous, l'avenir appartient à ceux qui seront capables de tenir, de durer et d'avancer, même et surtout s'ils sont seuls. » Nous ne sommes pas d'accord.

Nous partons de l'expérience des dernières années de la gauche au gouvernement et de la crise du mouvement ouvrier que cette expérience a accélérée. Les organisations traditionnelles ont régressé, laissant un espace vide, non occupé par les révolutionnaires. On peut voir là un simple effet du reflux général : les travailleurs, les directions réformistes, les révolutionnaires, tout le monde reculerait dans le même mouvement. Il est clair que le bas niveau de combativité ouvrière n'est pas pour rien dans la situation actuelle de blocage. Mais il est vrai aussi que l'expérience accumulée par des générations de travailleurs entraîne des processus de politisation, malgré la faiblesse du mouvement social. Il est également certain que 1986 ouvrira le temps des bilans et des réorientations dans le mouvement ouvrier, et qu'une course de vitesse est engagée entre des tentations de renoncement déjà perceptibles chez beaucoup de militants ouvriers sincères et une dynamique de remobilisation des « mécontents » de la gauche réformatrice qui ne veulent pas baisser les bras.

Nous partons d'une simple constatation que, d'ailleurs, vous voulez bien concéder du bout des lèvres dans votre



lettre : « Il se peut qu'il existe dans le pays un certain nombre de militants, de militants ouvriers, en rupture avec la politique des grandes organisations ouvrières et qui se posent des questions sur l'avenir. » En effet, il existe un nombre certain de ces militants ouvriers, de ces travailleurs. Nous leur proposons de travailler ensemble, à partir de leur propre activité, expérience et réflexion dans leurs entreprises, villes et banlieues. Pour les élections, mais pas seulement ou même pas principalement, car la situation qui suivra mars 1986 l'exigera encore davantage. Parce que nous tenons compte de leurs évolutions, nous savons aussi que beaucoup d'entre eux ne sont pas encore prêts à s'engager dans les rangs d'une organisation révolutionnaire. Il s'agit donc pour nous de les aider à en trouver le chemin, qui sera celui de la construction d'un nouveau parti des travailleurs.

Cela n'est pas encore à l'ordre du jour, en raison même

des limites de la situation et de la mobilisation. Certes ! Mais cela empêche-t-il les révolutionnaires de prendre tous les moyens pour éviter que cette énergie reste éparse, pour qu'elle se rassemble, pour que son regroupement soit un élément positif pour influencer sur la crise des grandes organisations ouvrières et ainsi faire progresser l'audience d'une politique révolutionnaire et de ceux qui la défendent.

Si aux élections régionales — et dans quelques villes aux législatives — des collectifs locaux présentent des candidats, nous devons les y aider et participer à ces listes. Pour notre part, c'est ce que nous sommes bien décidés à faire. Pour nous, cela n'a rien de contradictoire avec notre volonté de mener une campagne nationale commune avec LO. Les deux choses ne sont pas sur le même plan, et nous n'avons pas à choisir entre elles. Nous ferons les deux et nous proposons précisément à LO de pratiquer de la même

manière : un accord national entre LO et la LCR et le soutien aux listes régionales ou éventuellement législatives qui se situeront nettement sur le terrain de l'opposition ouvrière à la politique d'austérité de gauche.

C'est une bataille de longue haleine qui nous amène à travailler avec des « gauchistes », des « écologistes » ou des « régionalistes », dès lors qu'ils sont réellement indépendants du gouvernement et qu'ils évoluent vers la gauche de la gauche. Notre objectif, vous ne pouvez feindre de l'ignorer, n'est pas de fédérer les « mouvements sociaux » ou de refaire ce qui a si lamentablement échoué autour du PSU dans les années soixante-dix (et que nous avons alors combattu sans concessions). Nous voulons simplement être actifs dans les processus d'évolutions internes du mouvement ouvrier, peser pour leur développement et sur leur orientation. Nous voulons atteindre des militants du PS et du PCF, des travailleurs du rang

qui « tirent le bilan », des syndicalistes, des jeunes révolutionnaires. Et si nous sommes évidemment convaincus que la force autonome des révolutionnaires constitue le plus convaincant des arguments en leur faveur, nous sommes aussi certains que le vide politique actuel sera comblé par des phénomènes de désagrégation ou par des dérives si les révolutionnaires n'y interviennent pas directement.

Et cette intervention ne peut se réduire, comme vous le préconisez, à tenir un « langage ferme », dont beaucoup jugeront qu'il est simplement ultimiste et sectaire, qui se réduit à leur dire : « Rejoignez-nous ! »

Nous ne pensons pas que les choix dans la situation se réduisent à l'alternative : se démarquer ou rassembler. Ni vous ni nous n'avons attendu pour nous démarquer du PS et du PCF. Nous continuerons : leur bilan l'impose plus que jamais. Mais cette nécessaire démarcation politique ne s'oppose pas au possible rassemblement de ceux et celles qui se reconnaissent, pour tout ou partie, dans les bases de cette démarcation : le refus de l'austérité, de la gestion capitaliste de la crise, de la capitulation devant la bourgeoisie, de la collaboration de classes ou, pour le PCF en particulier, du sectarisme diviseur dans le mouvement ouvrier, fait pour habiller d'un verbiage « gauche » une même politique.

Nous ne pensons pas non plus que l'heure soit au repli, à la défense en carré de nos organisations envers et contre tout, c'est-à-dire les débats, l'activité, les efforts pour trouver une politique de rechange, déployés par des milliers de travailleurs et de jeunes après cinq ans de trahison réformatrice. Par exemple, votre attitude traditionnelle à l'égard des oppositions qui se manifestent au sein des syndicats contre l'orientation de leurs dirigeants nationaux semble l'indiquer. C'est là une diver-

gence connue entre nos organisations, qui reflète un désaccord plus substantiel sur notre approche du mouvement ouvrier et de sa crise présente.

Vous dites souvent que vous concevez nos rapports fraternels et privilégiés comme un moyen de tester nos interventions respectives et de discuter ensemble de leur bilan afin de contribuer à créer des meilleures conditions pour un rapprochement organique de la LCR et de LO, une fusion. Alors, faisons-le sans tomber dans les déformations et les critiques tendancieuses du point de vue de l'autre. Nous sommes certains qu'en dernière analyse notre ligne actuelle (dont nous ne faisons d'ailleurs ni une théorie générale ni un programme de parti) permettra que nos activités communes trouvent l'oreille et la sympathie de davantage de gens que les ultimatums que vous voulez leur adresser. Notre volonté commune de construire ensemble un parti ouvrier révolutionnaire, quand ce sera possible, ne peut y gagner !

En attendant, quels que soient nos analyses et nos pronostics respectifs sur l'évolution des choses, nos efforts devraient se conjuguer et non se contrarier pour que le maximum de leçons en soient tirées par le plus grand nombre possible de travailleurs, pour que les luttes y gagnent en détermination, en dirigeantes et dirigeants résolus à aller jusqu'au bout. LO a un rôle à jouer dans ce processus. Nous espérons que sa direction et ses militants l'assumeront. Ainsi le rapprochement souhaitable entre nos deux organisations, avant, pendant et après les élections, s'en trouvera grandement facilité. C'est tout ce que nous souhaitons.

Recevez, chers camarades, nos meilleures salutations fraternelles.

Pour le comité central de la LCR, Le bureau politique



INTERVIEW DE DANIEL GUÉRIN

Les eaux pourries du régime gaulliste

On ne présente plus Daniel Guérin, militant communiste libertaire âgé aujourd'hui de quatre-vingt-un ans dont le combat révolutionnaire se poursuit toujours. Il fut l'un des principaux artisans du Comité pour la vérité sur l'affaire Ben Barka, affaire à laquelle il a consacré un ouvrage (« Ben Barka, ses assassins », chez Plon). Nous lui avons demandé d'évoquer ces faits qui se sont déroulés, il y a tout juste vingt ans.

□ Il y a vingt ans était enlevé Mehdi Ben Barka. Peux-tu retracer les circonstances de sa disparition ?

Le 29 octobre 1965, Ben Barka arrive, tôt le matin, à Paris, en provenance de Genève où il résidait. Son agenda prévoit un déjeuner à la brasserie Lipp, à Saint-Germain-des-Près, avec Georges Figon et des cinéastes qui préparent un film sur la décolonisation, *Basta*. Il ne sera pas au rendez-vous. Sur son chemin, Ben Barka est intercepté par Antoine Lopez, agent du SDECE, le contre-espionnage français, qui le fait inviter à rencontrer en dehors de Paris de prétendues personnalités marocaines.

□ Et Ben Barka l'a suivi ?

Oui. Le régime de Hassan II avait été secoué en mars 1965 par les émeutes de Casablanca et le souverain marocain essayait d'amener l'opposition à se rapprocher de lui. Ben Barka a alors avancé au matin un rendez-vous prévu pour l'après-midi afin d'avoir toute sa liberté.

□ Lopez n'était pas venu seul...

En effet, il était flanqué de deux représentants de la police parisienne, Souchon et Voïtot, chargés d'escorter Ben Barka. Souchon a par la suite déclaré avoir reçu le matin même un coup de téléphone de Louis Aubert, chef de cabinet de Roger Frey, ministre de l'Intérieur, lui confirmant la mission, ce que niera Aubert. Il semble cependant que le feu vert a bien été donné place Beauvau. Ben Barka va être conduit à Fontenay-le-Vicomte, dans la propriété d'un truand, Georges Boucheseiche. Leur mission accomplie, Lopez et les deux policiers se retirent.

Mehdi Ben Barka commençait à s'impatienter de ne voir arriver aucun émissaire marocain, aussi a-t-il décidé de se diriger vers la sortie. Boucheseiche le rattrape dans le hall et, s'armant d'une canne qui se trouvait dans le porte-parapluie, il lui en assène un formidable coup sur la nuque. Ce coup fut fatal pour Ben Barka qui souffrait de lésions aux vertèbres cervicales à la suite d'un accident de voiture provoqué par la police marocaine. Boucheseiche s'est vite envolé pour le Maroc où,

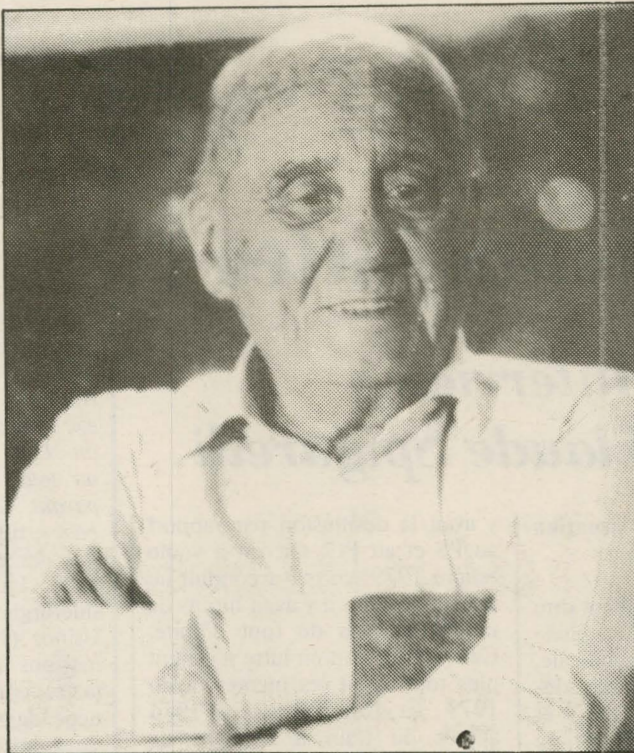
bien plus tard, il a fini assassiné par ses anges gardiens.

□ Qui était Mehdi Ben Barka ?

A l'époque de Mohamed V, père de Hassan II, Ben Barka avait présidé une assemblée nationale consultative et entretenait de bonnes relations avec le roi. Les rapports entre Hassan et Ben Barka se sont dégradés par la suite et Ben Barka a été à deux reprises condamné à mort par contumace. Il était devenu, pour le palais royal, une véritable bête noire, accusé de toutes sortes de complots.

La CIA voulait une hostilité particulière à Ben Barka car ce dernier était le secrétaire du comité préparatoire à la conférence tricontinentale prévue en janvier 1966 à La Havane. Dans ses textes pour la conférence, Ben Barka attaquait très violemment l'impérialisme américain et prônait la lutte armée contre lui. Cela a pu décider la CIA à le laisser supprimer.

Les Etats-Unis étaient tout puissants au Maroc, la police marocaine était encadrée de conseillers américains et Hassan n'avait rien à leur refuser. Ben Barka s'était rendu, fin septembre, à Cuba où il s'était entretenu avec Fidel Castro. La CIA était sur les dents ; il semble bien qu'un major appartenant à celle-ci



était attablé chez Lipp et a été un témoin attentif de l'enlèvement...

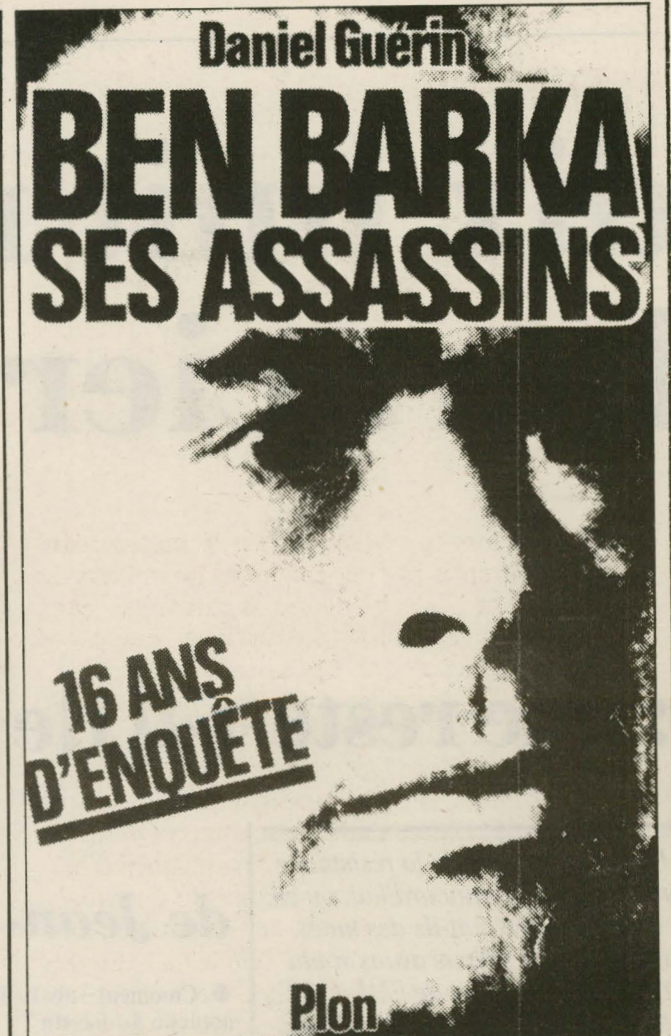
□ Qu'en est-il de la présence à Paris d'hommes de confiance de Hassan II, comme Oufkir et Dlimi ?

L'enlèvement n'a été exécuté que par des Français. Oufkir a été envoyé une trentaine d'heures après le meurtre afin de s'entendre avec Roger Frey pour évacuer le cadavre de Ben Barka et empêcher de Gaulle de se fâcher trop. En polarisant l'attention sur le seul Oufkir, de Gaulle escamotait la responsabilité des services français. D'ailleurs Oufkir, banni de France, ne s'est pas privé d'y séjourner par la suite et n'a jamais été inquiété. Lorsque je l'ai rencontré au Maroc, il a mis en cause Jacques Foccart, éminence grise du régime et

grand coordonnateur des polices, officielles comme parallèles... Lopez avait indiqué aux policiers qui l'accompagnaient qu'ils étaient couverts en leur disant « Foccart est au parfum ». De fait, ce dernier ne pouvait ignorer que des policiers et des truands porteurs de cartes tricolores étaient impliqués dans l'enlèvement.

□ Penses-tu que cette implication des services français traduise la volonté de Paris de liquider Ben Barka ?

Je ne pense pas que les autorités françaises voulaient tuer Ben Barka. Ce d'autant que de Gaulle devait recevoir Ben Barka et qu'une visite officielle de Hassan II à l'Élysée était prévue pour le 11 novembre 1965. Par contre, il y a eu intention délibé-



rée du roi et de la CIA de profiter de circonstances tant attendues pour l'éliminer physiquement.

□ Qui d'autre que les Américains avait intérêt à sa mort ?

Les services israéliens s'intéressaient aussi de près à Ben Barka. En 1965, Ben Barka avait dénoncé violemment le rôle d'Israël comme agent de l'impérialisme en Afrique noire. Deux journalistes israéliens m'ont confié que le gendre du ministre israélien de la Justice de l'époque avait remis de l'argent à Figon pour monter le film *Basta*. Ils furent emprisonnés pour ces révélations. Je pense donc que les services israéliens ont joué un rôle non négligeable dans l'affaire.

□ Justement, et Figon dans tout cela ?

L'histoire de Figon se déroule en parallèle aux manœuvres de la CIA. Il a agi, lui, pour son propre compte. Il voulait soumettre à Ben Barka un questionnaire, rédigé par un avocat ami de

Figon, Pierre Lemarchand, sur ses intentions politiques futures au Maroc.

L'opération de Figon a raté et on l'a « suicidé ». Car il était trop bavard et tenait des propos de plus en plus inquiétants pour son ami avocat. Rien d'étonnant à ce qu'il ait été réduit au silence.

□ Qu'ont donné les deux procès dans cette affaire ?

Le premier a débuté en septembre 1966 et s'est interrompu avec l'arrivée surprise du colonel Dlimi, venu se livrer à la justice française pour suspendre le procès. Le second procès s'est ouvert au cours de l'hiver 1966 pour s'achever le 5 juin 1967.

Les deux seuls condamnés ont été Lopez et Souchon après que tout ait été fait pour étouffer l'affaire et ses ramifications.

□ L'une des conséquences de l'enlèvement a été une crise politique en France que tu retraces dans ton livre...

L'affaire Ben Barka a montré la pourriture profonde qu'avait atteint le régime gaulliste. De Gaulle a voulu limoger Frey, mais Pompidou, Premier ministre, s'y est opposé, menaçant d'y voir comme une offense personnelle. Une autre preuve de cette pourriture, ce sont les agissements des policiers parallèles aux cartes tricolores.

La crise a été si sérieuse que le régime s'est trouvé à deux doigts de basculer. Les milieux intellectuels se sont énormément mobilisés, les pétitions du Comité pour la vérité sur l'affaire Ben Barka ont recueilli des centaines de signatures, et non des moindres. Les partis de gauche ont organisé un grand meeting au cours duquel François Mitterrand s'est attaqué au pouvoir gaulliste. La mise en ballottage de De Gaulle à l'élection présidentielle de décembre 1965, au-delà de l'affront que cela représentait pour lui, allait montrer la secousse qu'avait subie le régime. Ce fut une sorte de prélude au départ de De Gaulle en 1969...

Propos recueillis par Jean-Jacques Laredo

DETTE

« Dehors le FMI »

« Dehors le FMI ! ». C'est le mot d'ordre qui a été repris par des centaines de milliers de travailleurs, de chômeurs, d'étudiants, dans différentes capitales d'Amérique latine, le mercredi 23 octobre.

20 000 personnes sont descendues dans la rue à Mexico à l'appel des syndicats et des partis de gauche. Des manifestations massives ont eu lieu à Rio de Janeiro et dans d'autres villes du Brésil, à Lima, à Bogota, à Quito, où la police a chargé et arrêté des dizaines d'étudiants. Un meeting d'un millier de personnes s'est tenu à Buenos-Aires, des rassemblements ont été organisés par les syndicats dans les entreprises en Bolivie, malgré l'état de siège. Partout, la journée d'action contre le remboursement de la dette extérieure a montré la volonté des peuples d'Amérique latine de ne plus se laisser saigner à blanc par les banques occidentales.

Le projet d'une journée continentale de lutte contre la dette extérieure, date de la conférence syndicale qui a réuni en juillet dernier, à la Havane, 330 délégués de tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Différentes positions s'y sont exprimées, une apparait de plus en plus comme évidente. Elle a été exprimée par Fidel Castro, en mars dernier, dans une interview au journal mexicain *Excelsior*: la dette extérieure des pays d'Amérique latine est irrécouvrable par les banques créditrices, elle ne pourra jamais être remboursée par des pays qui, régulièrement, doivent faire appel à de nouveaux prêts du FMI.

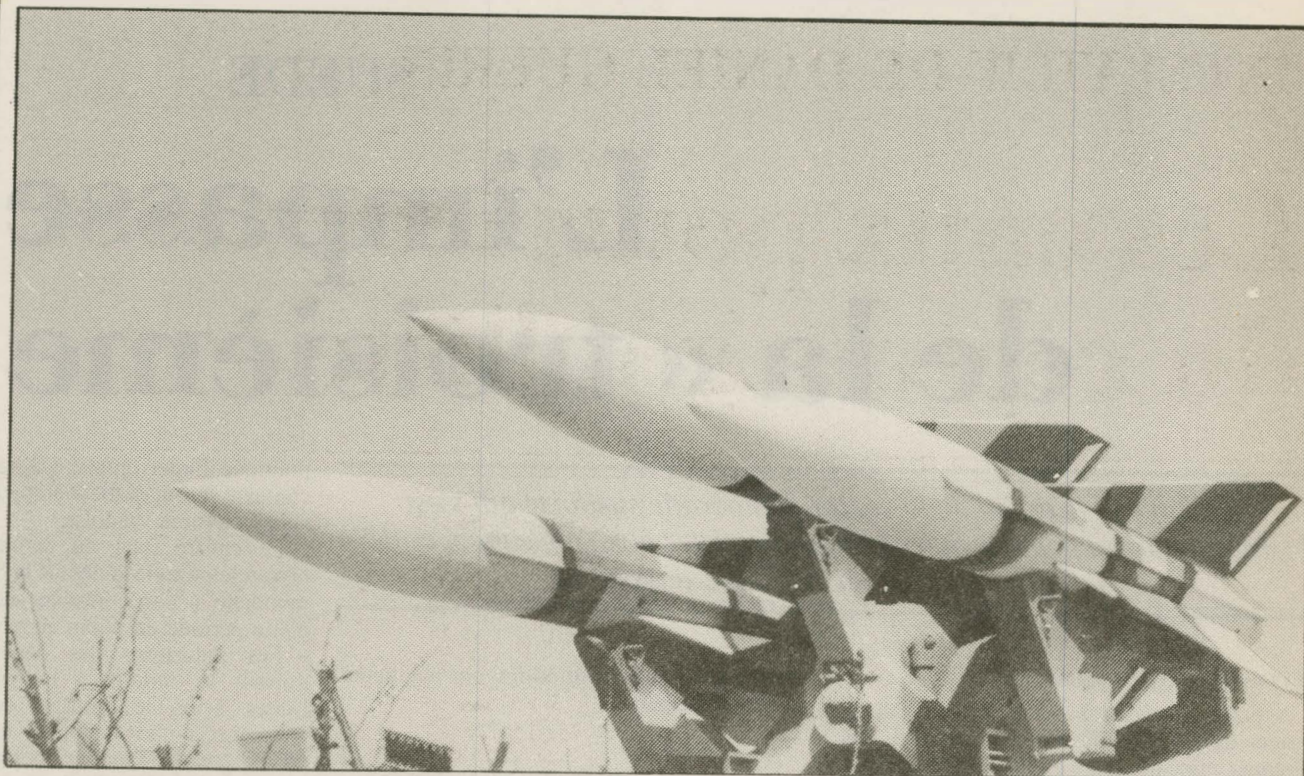
Les banquiers sont bien conscients que cet engrenage infernal menace à tout moment d'exploser. Depuis la menace de krach financier du Mexique, en juillet 1982, ils n'ont plus jamais réellement dormi sur leurs deux oreilles à propos de l'Amérique latine, et les émeutes contre le FMI des deux dernières années sont venues à plusieurs reprises les réveiller. L'administration Reagan, intéressée au premier chef par la stabilité docile du continent, vient de mettre au point une « nouvelle stratégie », à Séoul, où s'est déroulée la dernière conférence du FMI : le plan Baker, qui consiste à convaincre les banques commerciales de renouveler sans rechigner leurs prêts au tiers monde.

Ce souci d'éviter les remous est largement partagé par les bourgeoisies d'Amérique latine, dont les gouvernements concèdent des mauvais coups contre la population et des plans d'austérité en tous genres, derrière un concert de déclarations fracassantes, d'Alfonsín en Argentine jusqu'à Sarney au Brésil, en passant par Alan García au Pérou : ne payer que 10 % par an des recettes d'exportation comme il l'a annoncé, consiste toujours à payer... ou plutôt, à faire payer la population.

Les travailleurs d'Amérique latine le savent. Ceux qui se sont mis massivement en grève en Bolivie et au Brésil savent que le véritable auteur des plans d'austérité qui leur sont imposés est le FMI. Les milliers de sinistrés du séisme à Mexico savent que les 13 milliards d'intérêts payés chaque année pourraient rendre un logement à ceux qui l'ont perdu. Ils savent que l'unique solution est l'arrêt complet du paiement de la dette extérieure.

Sophie Joanny

Voir aussi les articles pages 13 et 14, de ce numéro.



IDS, EUREKA

Bataille du fric pour la guerre des étoiles

Deuxième round pour le projet Euréka : représentants de patrons et ministres vont à nouveau se rencontrer pour décider des projets de robotique informatique et autres « iques » qu'ils financeront au niveau européen. Au-delà de l'immédiate collaboration industrielle, c'est la militarisation de l'espace qui se profile.

Le monstre Euréka repointe son nez. Les 5 et 6 novembre, à Hanovre, les dix-huit pays européens qui participent à ce vaste projet de coopération technologique lancé par la France vont tenir leur deuxième conférence au sommet. La première avait eu lieu en juin à Milan. Cette fois, les ministres de la Recherche et leur suite d'experts vont confronter les propositions d'études, passer au peigne fin les accords-cadres déjà conclus entre certains groupes industriels et déterminer la part de budget que chaque budget va consacrer à l'effort de financement commun. Du pain sur la planche.

Pour l'heure, en effet, Euréka est le royaume de l'anarchie. Qui, des gouvernements ou des entreprises, mène la danse ? Les secondes, à l'évidence. Voilà quinze jours, cinq grandes firmes européennes de l'aéronautique ont signé une déclaration d'intention. Aérospatiale (France), MBB (RFA), British Aerospace (Grande-Bretagne), Casa (Espagne) et Aeritalia (Italie) se sont engagées à collaborer sur des programmes technologiques à vocation générale comme la conception assistée par ordinateur, la production automatique de logiciels. Mais ces trusts sont tout aussi prêts à construire un hélicoptère ultra rapide, et s'ils précisent qu'ils ne se mettront au travail qu'après accord de leur gouvernement respectif, ils n'en constituent pas moins un lobby de fait poussant à

l'intégration des entreprises capitalistes européennes.

Mais là n'est pas la seule contradiction d'Euréka. Aujourd'hui, Paris présente le projet comme pacifiste et civil. Récemment, le ministre des Relations extérieures, Roland Dumas, enfonçait le clou : « Euréka, disait-il, servira d'abord à voir, écouter, communiquer dans l'espace et ensuite à y introduire des armes. » C'est faire bon marché des intentions premières de François Mitterrand qui, en lançant l'idée en avril dernier, avait à l'esprit la relance de la défense européenne et entendait orchestrer la riposte du vieux monde au programme de « bouclier spatial » que le cow-boy de la Maison-Blanche soutient depuis maintenant deux ans.

Les appels du pied

En mars 1983, Reagan, dans un discours coup de poing, mobilisait la communauté scientifique et la sommait de mettre rapidement sur pied un système défensif permettant d'intercepter dans l'espace les missiles balistiques nucléaires. Un bouclier stratégique en somme pour mener la guerre des étoiles. Début 1984, le projet était rebaptisé Initiative de défense stratégique (IDS) et recevait une coquette dotation budgétaire votée par le Congrès. Sénateurs et représentants (l'équivalent de nos députés)

débloquaient 26 milliards de dollars à dépenser avant 1989.

Une goutte d'eau au regard des sommes astronomiques qui vont être nécessaires si IDS doit se concrétiser. Selon certains experts, il faudrait 50 milliards de dollars pour construire les armes capables de détruire les satellites et 500 milliards pour celles qui intercepteront les missiles.

Les Etats-Unis multiplient donc les appels du pied en direction d'éventuels partenaires financiers occidentaux. La Maison-Blanche, au nom de la grande Alliance atlantique, presse ses alliés d'apporter leurs finances à l'escarcelle commune. Mais la démarche sème la pagaille dans le camp européen, depuis longtemps partagé entre les durs et les modérés de l'atlantisme. La RFA, puissance non nucléaire et qui dépend du parapluie américain, s'est très vite déclarée d'accord pour prêter ses chercheurs et une partie de son budget. De même, la Grande-Bretagne. La France, de son côté, a dit non et proposé une riposte commune.

Les deux projets sont, sans aucun doute, concurrentiels. Si un pays s'attelle à l'un, il ne pourra participer à l'autre que dans une bien moindre mesure. Une fois de plus, l'exemple de la RFA le démontre : le gouvernement Kohl, qui va pourtant accueillir la conférence d'Hanovre, refuse d'allouer à son budget recherche les deutschmarks supplémentaires qui seraient nécessaires pour financer les programmes d'Euréka.

L'heure est cependant encore aux hésitations, et l'ultimatum lancé par Reagan en juin ne semble guère avoir fait avancer les négociations. Le délai de soixante jours qu'il avait accordé aux pays européens intéressés pour rejoindre la table des discussions est dépassé mais les contradictions, voire les tensions,

dans le camp impérialiste demeurent.

L'unité des entreprises

Dès lors, si aujourd'hui la France cherche à atténuer le profil militaire d'Euréka, c'est bien pour calmer le jeu et gagner la bataille malgré tout. Les projets de défense européenne ont connu, dans les années cinquante, leur grandeur mais surtout leur décadence. La Communauté européenne de défense a échoué. En 1985, c'est d'abord l'intégration économique qui est à l'ordre du jour. Les firmes européennes ont bien compris l'intérêt de s'unir pour combler le retard technologique accumulé par rapport aux Etats-Unis. Les gouvernements ne peuvent que les suivre dans ce sens. La France, une fois de plus, montre l'exemple. L'Etat consacre un milliard de francs à la navette européenne Hermès qui ne fait pas encore partie du plan Euréka. Un milliard à ajouter aux sept qu'il a déjà débloqués pour financer les études de robotique, d'aérodynamisme, etc. qui sont, elles, intégrées au projet européen.

Toutes ces technologies sont les fondements de la recherche militaire actuelle. La majorité des chercheurs affectés à IDS s'y consacrent. Sans eux, le premier essai de guerre des étoiles n'aurait pas eu lieu et le premier prototype des futures armes spatiales antisatellites n'aurait jamais détruit un vieux satellite en orbite en septembre dernier.

L'Europe et les Etats-Unis n'en sont peut-être pas au même stade, mais les deux ont bien en vue la militarisation de l'espace à l'heure où Pershing et Cruise sont presque totalement installés en Europe.

Alain Rhodes

SUEDE

L'impasse de la « troisième voie »

La force et le crédit de la social-démocratie suédoise qui s'est maintenue au pouvoir aura du mal à résister aux conséquences de l'aggravation de sa politique d'austérité.

De notre correspondant.

« C'est un grand triomphe » Olof Palme, leader de la social-démocratie suédoise, réel Premier ministre, était particulièrement satisfait en prenant connaissance des résultats des élections nationales à la mi-septembre. Il était satisfait de voir les sociaux-démocrates demeurer au gouvernement mais aussi de la perte de voix des conservateurs les plus agressifs au profit des libéraux les plus modérés. Mais l'étude plus détaillée des élections ramène à l'esprit l'adage : « *Encore une victoire comme cela et ils seront perdus.* »

Après trois années de boom économique et alors que l'électorat gardait en mémoire les six années de coalition branlante et inefficace des partis bourgeois auxquelles mit fin la victoire social-démocrate de 1982, les conditions objectives étaient plutôt bonnes pour les sociaux-démocrates lorsqu'a débuté la campagne électorale au printemps dernier. Les sociaux-démocrates avaient cependant à payer leur politique. Trois années de mesures d'austérité ont conduit à une redistribution significative des revenus et des fortunes qu'on pourrait qualifier de « politique de Robin des Bois à l'envers. » Parmi les mesures s'attaquant aux travailleurs, on peut citer :

- une dévaluation sans précédent décidée dès leur retour aux affaires en 1982.
- Des hausses répétées des taxes à la consommation touchant particulièrement les bas salaires.
- Une réforme fiscale favorisant encore plus les hauts salaires.
- L'imposition d'un plafond « volontaire » de 5 % pour les augmentations de salaire obtenue grâce à la collaboration de la direction bureaucratique syndicale.
- Des coupes sombres dans les services sociaux par la méthode du « saucissonnage » qui consiste à entamer régulièrement les prestations en ne compensant pas l'inflation.
- Des licenciements décidés ou acceptés par l'Etat dans les industries frappées par la crise : cela a été le cas du chantier naval d'Uddevalla, l'un des plus modernes d'Europe, et néanmoins fermé par le gouvernement du fait du « rétrécissement des marchés ».

Le boom économique des trois dernières années a quelque peu atténué les effets de toute ces mesures et l'accroissement des investissements dans les industries de base restructurées et « développables » les a partiellement

compensées. Les exportations ont augmenté substantiellement.

La montée du chômage

Cela, ajouté au maintien de la plupart des filets de sécurité destinés à éviter le chômage direct, a limité l'accroissement de ce dernier au cours des deux dernières années. Le « chômage caché » a, en revanche, beaucoup augmenté et de plus en plus nombreux sont les travailleurs, en particulier les jeunes, les femmes et les immigrés, qui sont condamnés au temps partiel, touchés par la baisse continue du salaire réel, et donc dépendants de la protection sociale.

Dès lors, il n'est pas étonnant de voir la social-démocratie perdre sept députés. Comparativement, les pertes électorales des sociaux-démocrates sont encore plus importantes au niveau des municipales. Elles se manifestent dans les régions industrielles et les quartiers ouvriers et immigrés, tandis que les scores dans les quartiers résidentiels sont nettement meilleurs. Cela montre bien qui a tiré partie de la gestion social-démocrate lors des deux dernières années et qui en a subi les conséquences.

Le nombre des votants a baissé d'environ 1,5 % (le taux de participation général est légèrement inférieur à 90 %). Et la baisse est encore plus nette dans les bastions sociaux-démocrates où la tendance au vote-sanction se fait au bénéfice de listes locales. Loin de constituer un « chèque en blanc » pour la poursuite de la politique social-démocrate — comme le croit le ministre des Finances Kjell-Olof Feldt — le résultat des élections qui donne la majorité à la social-démocratie et à son « flanc gauche », le Parti communiste, témoigne avant tout d'un vote majoritaire contre le retour d'un gouvernement ouvertement bourgeois.

Massacre à la tronçonneuse

Kjell-Olof Feldt, comme beaucoup d'autres membres de la social-démocratie, va devoir réaliser tôt ou tard l'affaiblissement du soutien populaire à sa politique pour les trois années qui viennent.

Cette période va coïncider avec une nouvelle récession économique. Les effets d'une

politique ininterrompue d'austérité dans un tel contexte seront particulièrement rudes pour la classe ouvrière suédoise.

— Le chiffre total du chômage est à son niveau le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale si l'on considère que nous sortons d'une période de boom économique.

— Les réductions des dépenses publiques doivent se monter à quinze milliards de francs, selon le ministre des Finances et encore cela n'est-il qu'une estimation minimale de ce qu'il faudrait pour réduire le déficit budgétaire comme prévu.

Ces réductions vont se faire à la tronçonneuse, comme cela a été dit durant la campagne électorale. Et la fonction publique, dont l'expansion a jusqu'alors permis d'absorber les travailleurs licenciés du fait des restructurations industrielles, va en subir les conséquences. Déjà, les réductions précédentes l'empêchent en partie de continuer à jouer ce rôle. Dans les années qui viennent, de nombreux Suédois vont être privés des services sociaux qu'ils considèrent aujourd'hui comme des droits démocratiques.

Si les chiffres du chômage sont déjà élevés pour la Suède, il faut se rappeler que la dernière récession avait fait 280 000 nou-

veaux chômeurs (cachés ou non). Si l'on s'achemine vers le même phénomène, et si l'on y apporte les mêmes réponses politiques, il en coûtera vingt-cinq milliards de francs au gouvernement en allocations chômage, stages professionnels et diminution de l'impôt sur le revenu des chômeurs. Tout cela amènera de nouvelles coupes dans les dépenses publiques et rendra encore plus évident le cercle vicieux que constitue le cours droitier de la politique social-démocrate.

Loin d'être une « troisième voie » pour sortir de la crise — et éviter inflation et chômage — cette politique ne représente qu'une impasse pour le mouvement ouvrier suédois. Cette politique impliquera des méthodes de gouvernement encore plus brutales où la direction social-démocrate devra faire courber la nuque à un mouvement syndical qui demeure l'un des plus puissants et des mieux organisés d'Europe et du monde.

Le parti social-démocrate de Suède est entré dans la crise avec une force et une crédibilité bâties au cours des années d'expansion et de « paix sociale ». Il sortira sévèrement touché des trois prochaines années.

Tom Gustafsson

Olof Palme.



La banlieue de Stockholm.



Le dollar perd du poids

La poussée protectionniste aux Etats-Unis a obligé Reagan à agir. Il a convoqué ses alliés européens et japonais pour orchestrer la baisse du dollar. Tout ce beau monde y retrouve son compte ! A cette occasion, Reagan a fait un spectaculaire tournant. Il a renié nombre de ces principes économiques

Plus de trois cents projets de loi, à contenu protectionniste, sont actuellement déposés sur les tables des députés américains, à Washington. Le nouveau mot d'ordre de ces élus — qu'ils soient démocrates ou républicains — est : « *Protégeons nos marchés* ». Urgence, crient-ils en cœur : 90 % des motocyclettes vendues aux Etats-Unis viennent du Japon, 60 % des appareils vidéo, le cinquième des automobiles, etc.

L'explication essentielle de cette fièvre protectionniste est le déficit de la balance commerciale. Les Etats-Unis importent plus qu'ils n'exportent. C'est en 1971 qu'ils ont connu leur premier déficit du commerce extérieur depuis la fin du XIX^e siècle. Celui-ci est passé de trente milliards de dollars en 1977 (l'équivalent du quart des exportations) à cent cinquante milliards pour 1985, d'après les prévisions faites sur la base des résultats des neuf premiers mois de l'année. La dépendance des Etats-Unis vis-à-vis de l'étranger va croissant.

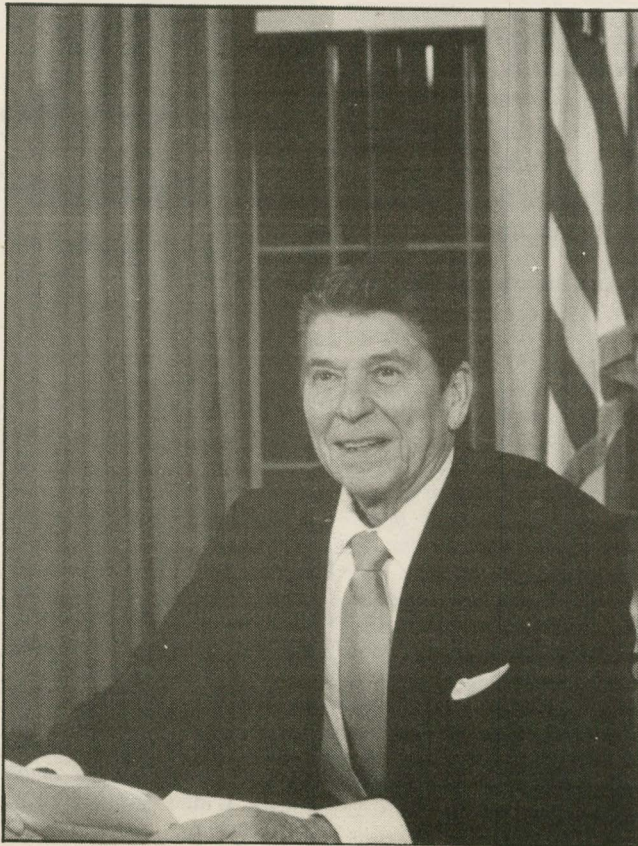
Pourquoi un tel déficit ? Le dollar est fort. En 1983, selon les experts du FMI, il est surévalué de 20 %. Du coup, le prix des marchandises

vendues par les Etats-Unis est surévalué, lui aussi, de 20 %. Elles sont donc chères, et sur le marché international, elles ne sont pas concurrentielles. L'inverse est, bien entendu, vrai : les marchandises européennes, japonaises... lorsqu'elles pénètrent sur le territoire américain, bénéficient, elles, d'un bonus de 20 %.

Les PME américaines ne peuvent tenir la distance : les faillites menacent. Les élus, devant ce déficit, s'affolent : pour chaque milliard de dollars de déficit supplémentaire, les Etats-Unis perdent entre vingt-cinq mille et trente-cinq mille emplois, d'après une récente étude du Congrès. Et surtout, les élections pour renouveler les représentants à la Chambre des députés et au Sénat s'approchent dangereusement.

Quelle vérité ?

Pour Reagan, le protectionnisme est « *un voyage sans retour vers le désastre économique* ». Est-il libre échangiste pour autant ? En écho, le premier représentant commercial international de la Maison-Blanche, William



Brock a, lui, déclaré devant le Congrès que l'administration actuelle « *a pris plus de mesures protectionnistes que les quatre précédentes administrations* ». Alors, quelle vérité ? Le président ou son subalterne ? En réalité, tous les Américains sont libéraux lorsque la liberté joue en faveur de leur pays. « Comment se protéger ? » est le débat qui les oppose quand les affaires vont mal.

Il y a plusieurs façons d'être protectionniste. Lors-

qu'on est mal élevé, on prend des mesures unilatérales, on dresse, par exemple, des taxes douanières. Reagan, pour parer au plus pressé, a adopté dans le passé ce genre de mesures. Dans l'acier, il a imposé des accords d'autolimitation aux Européens en 1982 et 1984, des quotas en 1984. Dans le textile, de nouvelles « règles d'origine » freinent les importations.

D'autres mesures protectionnistes sont, elles, plus subtiles : l'agrément technique, la protection sanitaire pour l'agro-alimentaire. Il y a enfin la méthode monétaire. Reagan, tout en déclarant la guerre au Congrès et à ses projets de lois protectionnistes, pratique... un protectionnisme doux. Celui-ci est certes peu voyant : lorsqu'on baisse de 10 % le taux de change d'une monnaie, on taxe de 10 % tous les produits importés.

Tel était l'objectif de la rencontre qui a réuni, le 22 septembre dernier, les cinq ministres des Finances des pays les plus riches (Etats-Unis, Japon, RFA, Grande-Bretagne et France). Convoqués par Reagan, leur tâche commune était de faire baisser le dollar. Depuis cette date, les banques centrales de ces pays interviennent régulièrement sur les marchés financiers. Pourront-ils le faire longtemps alors que, chaque jour, cent cinquante à deux cents milliards de dollars s'échangent sur ces marchés ? Mystère, répondent les experts boursiers ! En tout cas, il semblerait que le dollar s'est depuis stabilisé à la baisse.

Un tournant spectaculaire

Il reste que Reagan a négocié un tournant spectaculaire.

Un homme sous influence

Reagan est-il en train de négocier un tournant dans sa politique économique ? A la vue des récents événements du monde des finances, on peut le penser. Premier acte : les Etats-Unis convoquent leurs alliés européens et japonais pour orchestrer la baisse du dollar. Au cours de cette réunion, Reagan s'engage à réduire le déficit de son budget. Deuxième acte : à l'assemblée générale du FMI, à Séoul, le secrétaire d'Etat au Trésor américain demande aux grandes banques privées de prêter, à nouveau, aux pays du tiers monde. Ces prêts seront garantis par la Banque mondiale.

Ironie de l'histoire : ces deux propositions ont été avancées de longue date par des hommes et des clubs peu appréciés, jusqu'alors, par l'actuel président des Etats-Unis.

En juin 1984, à l'occasion du sommet de Londres des sept pays les plus riches, la Commission trilatérale proposait « *six mesures* » pour les gouvernements de ces sept pays. La première de celles-ci s'adressait aux Etats-Unis, eux-mêmes, qui « *doivent prendre d'urgence des mesures pour réduire leur déficit budgétaire* ». C'est ce que vient de faire Reagan en combattant la hausse du dollar et en réduisant les dépenses de son projet de budget pour l'année 1986. Quant au financement du tiers monde par des prêts des banques privées, garantis par la Banque mondiale, il figure dans les écrits trilatéralistes depuis 1976.

« *Malgré l'importance économique et politique manifeste et croissante que prennent les pays en développement pour les Etats-Unis, ils sont constamment sous-estimés économiquement et largement ignorés quand est formulée la politique étrangère des Etats-Unis* », pouvait-on lire dans le rapport numéro 27 de la Commission trilatérale, en 1983.

Et pourtant, la Commission trilatérale fut la cible du candidat Reagan, en 1980. Jamais, répétait-il, « *il ne se soumettrait aux trilatéralistes, comme l'avait fait le président Carter... Les trilatéralistes dénigrent la souveraineté américaine* ». En avril 1984, le ton a changé. A l'occasion d'une réunion de la Commission, à Washington, tous les participants furent invités, par Reagan, à une réception privée à la Maison Blanche. Interrogé à la sortie, le chef de la trilatérale, David Rockefeller, a déclaré que le président avait assuré ses hôtes qu'il croyait en ce qu'ils faisaient et y apporterait son soutien.

La Commission trilatérale, fondée en 1973 par David Rockefeller et Zbigniew Brzezinski, connut son apogée sous la présidence de Carter. Son but ? Créer un formidable groupe de réflexion et de pression, à l'échelle mondiale, fondé sur une imbrication du gouvernement et du privé. Regroupant trois cent vingt personnalités, des hommes comme Giovanni Agnelli (Fiat), Edmond de Rothschild, Raymond Barre, Henry Kissinger, Georges Bush (actuel vice-président des Etats-Unis) en sont membres. Mise en veilleuse sous le premier mandat de Reagan depuis le printemps 1984, la Commission a réussi à reprendre en partie une influence qu'elle avait provisoirement perdue. La trilatérale n'a aucune amitié pour Reagan et pour ses supporters de la première heure. Mais certains de ses membres font partie de cette administration dont les erreurs et les errements sont largement signalés par d'autres. Le jeu est difficile, certes périlleux, mais l'intérêt du capitalisme peut ainsi se diviser pour mieux régner.

Alain Gwenn



Il a renié ses fracassantes déclarations sur « *le dollar fort, reflet d'une Amérique forte* ». La Maison-Blanche admet ainsi que sa monnaie est surévaluée, et qu'elle est une cause (parmi d'autres) du déficit du commerce extérieur dont souffre tant l'agriculture que l'industrie américaines. Deuxième virage : le « *Moi intervenir ? Jamais !* » est rangé au placard des accessoires passésistes. Une page se tourne, l'administration Reagan découvre la contrainte extérieure. Jusque-là, elle n'en avait que peu tenu compte. Lorsque sa propre monnaie nationale est aussi la monnaie internationale — c'est-à-dire l'unité de change dans les relations commerciales qui s'effectuent entre tous les pays — lorsque

l'on règle son déficit dans sa monnaie, il y a peu de problèmes. En revanche, les difficultés de l'industrie face aux produits d'exportation ont rappelé aux Américains la dure existence d'un marché maintenant international.

Autre paradoxe : depuis toujours, les Américains régnaient en maître absolu sur le dollar. La souveraineté de cette monnaie est-elle en train de se partager ? Sans doute pas, mais la Maison-Blanche a fait appel à ses alliés pour la faire baisser. Pourquoi ceux-ci ont-ils répondu favorablement aux demandes américaines ? A

Suite page 14

Suite de la page 13

première vue, leurs intérêts étaient autres, puisque à terme, leurs exportations seront freinées. En fait, le Japon et l'Europe n'avaient guère le choix. Reagan leur a proposé un marché de dupes : soit la baisse du dollar, soit les barrières protectionnistes préconisées par le Congrès. Dans ces conditions, il vaut mieux une taxe supplémentaire et déguisée que pas d'exportation du tout.

L'intérêt des alliés

Pourtant les Européens et les Japonais avaient quand même quelques sérieux avantages à la baisse du dollar. Premièrement, la chute de la monnaie américaine réduit d'autant leur propre déficit. Libellé en dollar, le coût de certaines matières premières importées, telles que le pétrole, vont descendre. Certes, les exportations vont s'en ressentir, mais cet effet porte sur le long terme et il est plus diffus. Les périodes électorales que l'Europe traverse actuellement la pousse à privilégier le court terme.

Reste l'essentiel. Une telle politique peut-elle réussir ? Le dollar peut-il encore baisser ? Le déficit du commerce extérieur peut-il se résorber ainsi ? Tant que les raisons de fond qui expliquent une telle situation persistent, on ne voit pas pourquoi cela changerait. Le dollar fort reflète les mécanismes de la reprise américaine de 1983. Celle-ci fut stimulée par une augmentation énorme du déficit du budget fédéral (plus de deux cents milliards de dollars par an), lui-même produit de la montée en flèche des dépenses militaires. Pour combler ce gigantesque trou, l'administration Reagan attire les capitaux étrangers qui s'investissent en emprunts publics américains. Pour cela, elle maintient des taux d'intérêts élevés, supérieurs à ceux pratiqués au Japon ou en Europe. D'où une surévaluation du dollar par rapport aux autres monnaies. D'où, enfin, le déficit du commerce extérieur.

Le véritable nœud du problème se situe donc au niveau du budget. Comme Reagan ne veut pas entendre parler ni d'augmentation des impôts, ni d'une réduction des dépenses militaires — ce qui entraînerait une grave récession —, la porte pour sortir de cette spirale infernale est plus qu'étroite.

Bien sûr, le président américain s'est engagé à réduire le déficit du budget, lors de la déclaration commune qui a suivi la réunion des cinq, le 22 septembre. Ne l'avait-il pas déjà fait après le sommet de Bonn ? Certes, le budget de 1986 est en léger recul par rapport aux précédents. Mais le fond de la politique américaine ne peut guère changer tant qu'existera une épargne étrangère à drainer vers les Etats-Unis. De toute façon, lorsqu'un budget est frappé par l'austérité, ce n'est pas les dépenses militaires que l'on réduit, mais encore et toujours les programmes sociaux.

Alain Gwenn

Dettes : rien n'est résolu

Mille milliards de dollars, huit fois plus en dix ans. Aujourd'hui, les pays du tiers monde sont tous proches de la faillite. Leurs lignes d'horizon est l'endettement à vie ! La bombe d'un krach monétaire peut survenir à tout moment. Les replâtrages effectués n'ont rien résolu, bien au contraire ? La preuve ? La famine, la misère, les disettes, les révoltes...

La famine en Ethiopie, les gigantesques bidonvilles qui entourent toutes les villes d'Amérique latine, l'exploitation des enfants en Asie : images-chocs d'un tiers monde en crise, de pays qui s'appauvrissent. Globalement, le PNB latino-américain est aujourd'hui inférieur en termes réels à celui de 1945. La Bolivie a le triste privilège de détenir le record mondial du taux d'inflation : 12 000 %. Il faut pour acheter un dollar, à La Paz, un million de pesos. A tel point que le deuxième article d'importation de la Bolivie est ses billets de banque, fabriqués en Angleterre et en RFA.

L'endettement, la plaie du tiers monde, se monte à 1 000 milliards de dollars, huit fois plus en dix ans. Le Brésil, le Mexique, l'Argentine totalisent, à eux seuls, 250 milliards de dollars, près de 60 % de la dette globale contractée auprès des banques privées commerciales.

Le tiers monde sur la route des banques

Tout a commencé en 1973, après le premier choc pétrolier. Une énorme masse d'argent va s'agglutiner dans les coffres des grandes banques : les fameux pétro-dollars dégagés grâce au quintuplement des prix du brut. C'est aussi le début de la récession, d'énormes quantités de capitaux sont à la recherche d'un profit spéculatif — celui des investissements industriels régresse. Les banquiers ne se font guère prier pour recycler cet argent. Leur problème ? A qui prêter ces différents capitaux ? Ils trouvent sur leur route les pays du tiers monde. C'est rentable, très rentable. A la fin des années soixante-dix, le seul Nigeria représente, par exemple, 20 % du bénéfice net de la BNP. Les grandes banques vont tout faire pour que ces pays empruntent et elles vont prêter bien au-delà des capacités de remboursement.

De son côté, si le tiers monde s'endette, c'est pour financer son développement. Comment développer et donc comment investir alors que les échanges entre les Etats-Unis, l'Europe, le Japon et le tiers monde sont inégaux ? Problème insoluble, comme le note Pascal Arnaud, dans son livre *La Dette du tiers monde* : « Ce

sont donc les ventes de matières premières qui vont soutenir les efforts de développement. Mais elles présentent un inconvénient : leur prix ne suit pas celui des produits industriels. Même si le volume des exportations augmente, leur valeur ne suit pas celle des importations d'équipement ou d'articles manufacturés : problème fameux des termes de l'échange, qui recouvre celui du pouvoir d'achat des pays du tiers monde. » La seule solution : emprunter auprès des grandes banques privées. Ces prêts vont financer à la fois des grands travaux et les investissements, mais aussi la gabegie bureaucratique : la fortune privée de Mobutu, le président du Zaïre, est évaluée à quatre milliards de dollars.

L'endettement à vie comme ligne d'horizon

En 1980, lorsque Reagan est élu président des Etats-Unis, le déficit du budget américain se creuse, entraînant pour le financer une hausse des taux d'intérêt et du dollar. Or ce taux d'intérêt sert de base aux emprunts internationaux. Lorsque ceux-ci augmentent de 1 %, la charge d'intérêt du Brésil, par exemple, augmente de 570 millions de dollars. C'est ce qu'expliquait le ministre brésilien des Finances, à la dernière réunion du FMI, à Séoul : « Nos réserves de change ont augmenté d'un milliard de dollars cette année pour atteindre neuf milliards de dollars. Si les taux d'intérêt augmentaient d'un point, cet effort d'une année serait presque entièrement annihilé. »

Aujourd'hui, les pays du tiers monde sont tous proches de la faillite. Ils empruntent, actuellement, pour payer les intérêts de leur dette contractée précédemment. Leur ligne d'horizon est l'endettement à vie ! N'importe quel pays peut, à tout moment, être dans l'impossibilité de payer. La banque à l'origine du prêt sera dans l'impossibilité de rémunérer ses déposants. Mouvement de panique parmi ces derniers et faillite inéluctable s'ensuivra.

On est d'ailleurs déjà passé à deux doigts du grand krach, le 15 août 1982. Ce jour-là, le Mexique s'est déclaré en cessation de paiement. Tout le système bancaire américain et même occidental a menacé de s'effondrer comme un

Une solution en trompe-l'œil

Le Fonds monétaire international (FMI) a tenu sa dernière assemblée générale annuelle, à Séoul, le 8 octobre dernier. Au cours de celle-ci, James Baker, le secrétaire d'Etat américain au Trésor a proposé que les grandes banques privées prêtent vingt milliards de dollars aux plus grands pays débiteurs. Ces nouveaux prêts seront garantis par la Banque mondiale (et non plus par le FMI) en échange d'une « politique d'ajustement interne » (comprenez : politique d'austérité). Le flux vers le tiers monde de prêts privés s'était arrêté, depuis maintenant deux ans. L'idée avancée par Baker serait de permettre

ainsi, par l'endettement, le financement de nouveaux investissements pour promouvoir la croissance interne. En fait, ces nouveaux prêts vont servir à payer les intérêts de la dette déjà existante. Les grandes banques privées, en prêtant des capitaux, évitent que des pays importants du tiers monde se déclarent en cessation de paiement, comme l'avait fait le Mexique, en 1982. De toute façon, si investissement il y a, les biens d'équipements nécessaires au développement seront exportés des Etats-Unis, de l'Europe ou du Japon. L'argent ne change pas de main... Y.L.



château de cartes. Le secrétaire d'Etat au Trésor américain, Donald Regan, a réuni en une seule journée un milliard de dollars pour parer au plus pressé. Puis un accord pour rééchelonner les dettes, impliquant 1 400 banques, s'est fait sous les auspices du Fonds monétaire international (FMI).

Le pompier est un vampire

Pour éviter un éventuel krach, le FMI a été promu au rang de pompier en chef du système monétaire international. Celui-ci conditionne ses nouveaux prêts à une politique de redressement draconienne. Véritable syndicat de faillite, le FMI propose une cure d'austérité qui passe par la baisse du salaire minimal, par la réduction de toutes les dépenses de l'Etat, (sauf l'armement...), le licenciement des fonctionnaires, l'arrêt des subventions aux produits alimentaires, des programmes sociaux, etc. Le FMI reprend toutes les recettes orthodoxes des économistes libéraux.

s'est contenté de faire du replâtrage pour éviter le pire. Mais fondamentalement rien n'a été réglé. » Ce replâtrage en question n'a surtout pas tenu compte des populations des pays du tiers monde, traitées comme du bétail. Justement, parce qu'ils sont des hommes, les révoltes d'août 1984, en République dominicaine, de janvier 1984, au Maroc et en Tunisie, les pillages de Sao Paulo, au Brésil, et la récente journée de protestation contre le FMI en Amérique latine sont autant de manifestations qui sonnent le glas d'une telle politique.

Yann Lacoste
avec la collaboration
de Nicolas Maheu

1. La Continental Illinois, 7^e banque américaine, a vécu cette situation en 1984. L'administration Reagan a répondu par la nationalisation. Cf. Nicolas Maheu, *La Continental Illinois et le spectre du krach financier* dans *Critique communiste*, numéro 33 (septembre 1984).
2. *Le Piège bancaire*, Richard Lombardi, Flammarion.

● Voir aussi l'article
page 11 de ce numéro

Pour en savoir plus

« L'empire du dollar », de Claude Julien, *le Monde diplomatique* de février 1985

« Le nœud coulant de la dette », de Nicolas Maheu, dans *Critique communiste*, numéro 43 (spécial 1985).

La Dette du tiers monde, de Pascal Arnaud, collection Repères, aux éditions La Découverte.

Formation

La LCR organise à Paris un cycle de formation élémentaire ouvert à tous ses sympathisants et aux lecteurs de *Rouge*.

Ce cycle débutera le 30 octobre et se tiendra pendant huit semaines tous les mercredis de 19 à 21 heures au 9, rue de Tunis, Paris 11^e.

30 octobre : La lutte des classes dans l'histoire.

6 novembre : La Révolution russe.

13 novembre : Le stalinisme.

20 novembre : La révolution politique.

27 novembre : Oppression et radicalisation des femmes.

4 décembre : La social-démocratie.

11 décembre : La révolution permanente.

18 décembre : Construire la LCR pour construire le parti révolutionnaire.



Rambo : le primate de la vengeance

Tout le monde connaît maintenant la fameuse phrase de Ronald Reagan à sa sortie du film « Rambo II » : « Je saurai dorénavant quoi faire lors d'une prochaine prise d'otages... ». Dix jours plus tard, les F 4 de la flotte US de Méditerranée arraisonnaient le Boeing d'Air Italia qui transportait vers Tunis les membres du commando palestinien de l'« Achille-Lauro ».

Des millions de spectateurs américains ont fait, hier, un triomphe au pithécanthrope tyroïdien Sylvester Stallone. Un cow-boy d'opérette, aussi ringard que Reagan, ne pouvait manquer de discerner derrière les crépitements d'armes à feu, explosions et bombardements qui constituent le « message » de Rambo, un raccourci fabuleux de la politique agressive qu'il mène contre le reste du monde en général, et contre le Nicaragua en particulier.

Car derrière Rambo II (film au demeurant nul mais aussi redoutablement efficace par sa pachydermie) il y a

enfin, pour l'Amérique revancharde qui n'a jamais admis d'avoir mordu la poussière face à un petit peuple en armes, la possibilité d'exorciser son syndrome vietnamien. C'est là la seule « utilité » d'un film d'action, qui va jouer dans l'inconscient collectif américain le rôle de la revanche !

Depuis Retour vers l'enfer de Ted Kotcheff en 1983, puis Portés disparus avec Chuck Norris l'année suivante (et on annonce Portés disparus 2, toujours avec Chuck Norris pour la semaine prochaine !...) l'industrie cinématographique amé-

ricaine a tenté d'annuler la portée du conflit vietnamien par des films exaltant la grandeur et la force de ses « boys » en tentant d'expliquer la cuisante défaite militaire par une conjonction d'événements et de coups tordus s'apparentant à la trahison de bureaucrates et de politiciens patentés.

Rien n'est donc plus dangereux, plus fascinant que ce cinéma-là, qui cultive le bellicisme, le racisme épidermique et la diplomatie du fusil d'assaut, dans un pays dont le président et une partie de l'opinion publique et des hommes politiques sont déjà largement convaincus de la justesse des méthodes.

Comment en six-sept ans, est-on passé des films comme Retour (H. Ashby), les Guerriers de l'enfer (K. Reisz), Voyage au bout de l'enfer (Cimino), Apocalypse Now (Coppola), Cutter's way (I. Passer) qui tous, dans des registres différents, témoignaient des cicatrices terribles laissées par le conflit vietnamien dans une génération qui avait vécu cette

« aventure » comme l'enfoncement dans un énorme borbier dont la paix pouvait seule, arrêter l'inutilité. Le discours revanchard est aujourd'hui de mise, et avec lui, ces films dangereusement simplistes, qui laissent entendre qu'un bon coup de flingue vaut mieux qu'une bonne paix. L'Amérique de Reagan n'a que le cinéma qu'elle mérite, certes, mais le reste du monde n'a pas à attendre passivement que l'administration américaine mette en œuvre les méthodes que Stallone, Chuck Norris et leurs doubles expérimentent sur l'écran.

Reste enfin le racisme aberrant de Rambo II, tant vis-à-vis des Soviétiques (les « autres ») que des Vietnamiens (les « jaunes », avant-hier japonais, hier coréens, chinois ou vietnamiens...). Louis Malle, dans Alamo Bay, soulevait un coin du voile ; Michaël Cimino, avec l'Année du dragon, sorti en France le 13 novembre, va encore plus loin. Et puisque ce film arrive précédé d'une rumeur qui le taxerait de « ra-

Papa est en voyage d'affaires

Deuxième film d'un jeune homme né à Sarajevo en 1951, Emir Kusturica, Papa est en voyage d'affaires, Palme d'or au dernier festival de Cannes est un film truculent, chaleureux. Entrecoupé de parties de foot, jeux d'enfants ou matchs internationaux, il dit la vie d'une famille et celle de la Yougoslavie entre juin 1950 et juillet 1952, racontée par un enfant, le petit Malik. Le père, Mesa, communiste sincère et coureur de jupons, est envoyé par son propre beau-frère dans un camp. Tito vient de rompre avec Staline. Mesa trouve exagérée cette caricature dans un journal qui représente Marx à sa table de travail, au mur un portrait de Staline.

Malik ne croit pas à ce voyages d'affaires d'un père qui s'en va le jour de sa circoncision (le famille de Malik, comme celle de Kusturica est musulmane), d'autant que le père de son

copain est parti, lui aussi, malgré ses protestations : « Je préfère la merde soviétique au gâteau américain. » Malik et sa mère rencontrent Mesa, « travailleur volontaire » dans une mine. Malik joue les somnambules et gâche les retrouvailles entre ses parents.

La famille quitte bientôt Sarajevo et rejoint le père à la frontière hongroise. Premières amours pour Malik et première épreuve de sa vie de jeune communiste. Il s'emmêle les pinceaux en récitant un compliment et proclame que « le parti est à la tête de Tito. » Tout s'arrange pourtant, Malik et les siens retrouvent Sarajevo (nouveau repas avec alcool) et chansons, dans la tradition orthodoxe, cette fois ; Malik prend conscience de la trahison des adultes et choisit l'évasion dans le rêve : ce jour-là, les Soviétiques se font battre par la Yougoslavie, 3 à 1.

Noémie Mas

cisme », j'invite nos lecteurs à aller le voir, et à faire attention aux préjugés et aux jugements rapides... Il a fallu plusieurs années à certains pour admettre que ce n'était pas parce que J. Wayne y personnifiait un raciste anti-indien que la Prisonnière du désert de John Ford était raciste, tout au contraire ! Il a fallu autant de temps à une partie de la critique de gauche française, pour s'apercevoir

que Voyage au bout de l'enfer était tout le contraire d'un film belliciste...

Autant il convient de dénoncer le danger représenté par des films comme Rambo II, autant il convient de voir et discuter les films qui posent les problèmes et refusent les réponses simplistes ou démagogiques. On en reparlera !

Michel Laszlo

Trois hommes et un couffin

Coline Serreau poursuit, avec Trois Hommes et un couffin son étude sérieuse et amusée des différents rôles et modèles d'hommes et femmes, dans la France des années quatre-vingt, cette fois.

Dans cet univers gentiment phallosocrite, un enfant, déposé sur le palier par la mère, fait irruption. Le père (André Dussolier) est en voyage, les deux copains héritent du cadeau. De trouble-fête, le bébé devient le centre de la vie des pères d'adoption, qui en viennent

à sacrifier leur travail et à oublier le monde extérieur.

En nous faisant rire de ces pères maladroits et aliénés par leur nouveau rôle, pour finir, Coline Serreau critique cette société qui oblige à des ségrégations.

Le retour de la femme à la fin n'est pas signe que tout rentre dans l'ordre, mais plutôt une ouverture sur autre chose : trois hommes, une femme, un enfant, et pourquoi pas, une autre vie ?

Noémie Mas



☆ Samedi 20 h 40 (FR 3) dans le programme du Disney Channel de ce soir, découvrez un classique de Walt

Disney datant de 1936, Une partie de polo, qui mêle personnages disneyens et caricatures des stars hollywoodiennes de l'époque.

☆ Dimanche 20 h 35 (TF 1), l'Homme qui voulut être roi, de John Huston avec Sean Connery et Michaël

Caine. Une adaptation tonique, spectaculaire et superbe d'une nouvelle de Kipling que ce vieux renard de Huston rêvait d'adapter depuis très longtemps. En tournant cette fable aventureuse, il s'est visiblement régalé d'y greffer quelques réflexions mi-sentencieuses, mi-ironiques sur les rapports du monde occidental à l'Orient méconnu. Un chef-d'œuvre !

22 h 30 (FR 3) Début

d'un cycle consacré au plus grand metteur en scène européen vivant, le suédois Ingmar Bergman. Tourné en 1947, Musique dans les ténèbres est le quatrième film de Bergman. C'est un film rare, inédit à la télévision, donc à découvrir.

☆ Lundi 20 h 35 (TF 1) Flics de choc, de J. P. Dessagnat avec P. Massimi et C. Nobel. Navet de choc.

☆ Mardi 20 h 35 (A 2) les Dossiers de l'écran vont se pencher sur nos ancêtres, après la projection du film de J. J. Annaud, la Guerre du feu. Belle réussite d'un ci-

néma didactique et spectaculaire, trop rare dans la production française... et pour cause, puisqu'après avoir vainement tiré les sonnettes des producteurs français, il obtint l'argent des financiers yankees !

20 h 35 (FR 3) la Java des ombres, de Romain Goupil avec T. Karyo et F. Camus. Après Mourir à trente ans, Goupil réalisa cette œuvre de fiction très décalée de la réalité politique de l'après 1981, car marquée des reminiscences de la stratégie de tension du début des années soixante-dix, et d'un pessi-

misme très désespéré. Malgré (ou à cause) de ce décalage, cette œuvre fulgurante et noire comme l'acier comporte de splendides moments.

☆ Jeudi 20 h 35 (A 2) Tout le monde peut se tromper, de J. Couturier avec F. Perrin et F. Cottençon. F. Perrin est l'acteur le plus insupportable du cinéma français. Un spot publicitaire de deux minutes, ça va encore, mais un film de quatre-vingt-dix minutes, bonjour les dégâts !

☆ Vendredi 23 h (A 2) la Collectionneuse, d'E. Rohmer, avec H. Polissoloff. Pre-

mier film en couleur de Rohmer, la Collectionneuse reçut un bon accueil du public, basé sur une double méprise : à cause de quelques photos d'Haydée Politoff déshabillée, on alla voir un film « osé » et « moderne ». En bon moraliste bourgeois (et chrétien !) Rohmer cultive les mêmes fixations sur « l'éternel féminin »... Quelle que soit la forme de ses films, la femme y est toujours culpabilisée. Bref, sous couvert de modernisme, le discours y reste toujours ringard... et réac !

Michel Laszlo

De Chirac à Le Pen : les défenseurs de la race blanche

Le retour en force des thèmes anti-immigrés fait la une des médias. Jean-Marie Le Pen, à « L'heure de vérité », le racisme version « scientifique » du « Figaro-magazine », le « consensus » Fabius-Chirac autour des solutions politiques : tout cela présente à l'opinion publique une version complète de l'arme xénophobe.

Le leader du Front national ne s'embarrasse jamais de subtilités. Sous prétexte de faire « populaire », il assène toujours ses mensonges sur l'air de la vérité et prétend adopter tout simplement le gros bon sens de « chez nous » en déclarant « *Les Français d'abord* » ou « *Deux millions de chômeurs, c'est deux millions d'immigrés en trop.* »

Louis Pauwels et Jean Raspail, eux, sont des gens sérieux. Ils ont concocté un dossier de dix pages dans le *Figaro-magazine*. Sous un titre évocateur (« *Serons-nous encore Français demain ?* »), ils étayent la thèse prétendument scientifique de l'invasion des étrangers sur notre territoire.

La « science » à la rescousse

La droite française avait déjà développé le concept d'« étranger non européen » (lisez Arabe, Africain), dont la culture et les traditions seraient par nature non intégrables dans les sociétés oc-

cidentales. Façon prétendument scientifique d'expliquer que l'immigration des décennies précédentes (italienne et portugaise) serait intégrée à cause de ses similitudes avec nos civilisations.

Comme toujours dans ces cas-là, le vieux spectre de l'invasion (arabe) ressort et on utilise, cette fois, la « science démographique » (celle de Raspail en l'occurrence). A la une du *Figaro-magazine*, tout un programme : une Marianne voilée et musulmane. Dans trente ans, par le jeu démographique, les immigrés auront fait tellement d'enfants que l'occupation sera complète ! Les chiffres, les taux démographiques sont manipulés pour servir d'habillage scientifique à ce mensonge xénophobe.

Les nazis expliquaient jadis par « la science » l'infériorité des Juifs ou des non-aryens et leur volonté de détruire la société occidentale. Cette misérable démonstration prêterait à sourire si elle n'était pas l'enjeu d'une idéologie dont nous dénonçons depuis fort longtemps le ca-



Le départ de la marche de SOS-Racisme à Marseille, le 26 octobre.

ractère ouvertement raciste.

Peu importe à ces académiciens distingués que maintes études aient démontré que toute société est le produit d'un métissage, d'un mélange de cultures, d'un enrichissement mutuel qui donne dynamisme et développement. A l'inverse, l'autarcie ne produirait que des dégénérés. La thèse de Raspail et Pauwels

fait tout simplement l'apologie de l'apartheid mis en pratique par les dirigeants d'Afrique du Sud. Servons-nous de leur sueur, de leur sang, de leurs bras, mais gardons la race blanche intacte, telles sont leurs conclusions.

Mais de quelle nation parlent-ils ? Des Gaulois ? Grotesque ! Et les Romains, les Francs, l'immigration italienne, portugaise, espagnole, yougoslave ? Un Français sur quatre a un aïeul d'origine étrangère ! Va-t-on réduire l'autorisation d'être Français à ceux qui peuvent prouver une ascendance telle depuis trois, quatre, cinq générations ? Quel critère scientifique ces imbéciles vont-ils bien pouvoir trouver ?

Consensus Fabius-Chirac

Dans ce climat, la gauche a fait une nouvelle fois machine arrière. Pourtant, celle-ci avait affirmé maintes fois que la France se construirait dans la diversité et que l'insertion des populations immigrées était son objectif. Le résultat ? Fabius a tout simplement répondu « *qu'il n'y aurait pas de désaccords forts* » avec les principes proposés par Chirac à « *L'heure de vérité* ». Fabius, fier de lui, a enfoncé le clou en citant des chiffres : 12 000 reconduites à la frontière et plus de 40 000 refoulements ; la loi d'octobre 1981 qui prévoit l'expulsion du territoire pour « *trouble de l'ordre public* » ou comme peine d'accompagnement d'une condamnation pour un an de prison...

Chirac, qui applique déjà

Succès de l'appel unitaire

L'arrogance de Le Pen, les discours de la droite sur l'immigration et le retour de la gauche à ses vieux démons parlent d'eux-mêmes : une marche, la plus massive possible, rassemblant toutes les forces, toutes les composantes et entraînant dans son sillage des milliers de travailleurs et de jeunes est possible, nécessaire et urgente ! De nombreuses associations, collectifs unitaires ont d'ores et déjà signé l'appel pour une seule marche (cf. *Rouge* de la semaine dernière). Les initiateurs de cette démarche, organisateurs au départ de la marche des droits civiques, ont tenu une conférence de presse pour donner un large écho à la seule montée nationale qu'ils proposent pour le 7 décembre !

Pour l'heure, les deux colonnes marchent toujours séparément. Bien que les villes les accueillent généralement dans l'unité, elles ne rencontrent pas le succès espéré à cause de la division incompréhensible pour les antiracistes, des immigrés et des Beurs.

SOS-Racisme a une nouvelle fois répondu favorablement à l'appel pour l'unité et a même remis en question le cadre initialement prévu d'une montée nationale le 14. Toute autre proposition de date permettant de fixer un véritable cadre de co-organisation entre toutes les composantes du mouvement antiraciste et du mouvement beur est acceptée.

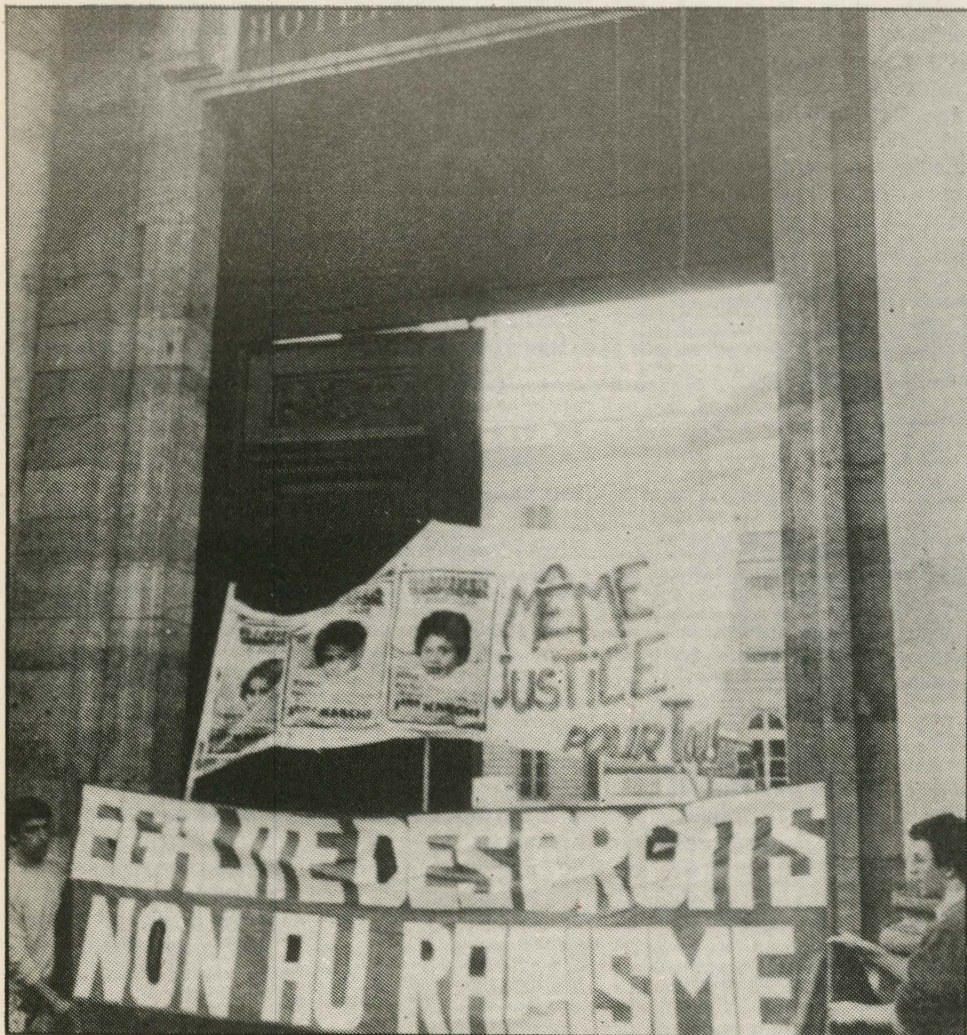
Les réticences issues du passé, des relations difficiles entre SOS et les associations de Beurs sont parfaitement compréhensibles, mais l'enjeu est bien au-delà. Le Pen, lui, ne fait pas le tri et une mobilisation ratée fera d'abord le jeu du racisme.

Comme l'a rappelé Mehdi Lallaoui du Collectif jeunes, initiateur de l'appel pour une seule marche : « *L'unité se fait surtout contre nous pour le moment. De Le Pen à Chirac, de Chirac à Fabius, ils se préparent à faire les élections de 1986 sur notre dos. Il faut que nos camarades de la marche des droits civiques comprennent bien cet enjeu.* »

La convergence entre les marcheurs beurs de SOS et les marcheurs beurs des « *droits civiques* » serait un démenti cinglant aux racistes de tout poil : elle permettrait d'affirmer la force, la vitalité, les capacités de mobilisation des Beurs ; une affirmation autonome entraînerait des milliers d'antiracistes dans la rue, comme en 1983, comme en 1984, sur le thème de l'égalité. Là réside la « *garantie* » contre toute manipulation ou récupération : la masse des jeunes et des moins jeunes dans la rue, en décembre, pour la troisième marche de l'égalité.

H.V.

Bordeaux, le 19 octobre, la marche pour les droits civiques.



sa politique à Paris, ne s'est pas gêné pour balancer des chiffres faux : 42 % des délinquants interpellés à Paris sont des étrangers... Statistique sans valeur, puisque toute comparaison avec la population française nécessite de prendre le même échantillon social (les immigrés sont globalement plus souvent OS et chômeurs, donc pauvres). Dans ce cas-là, il n'y a aucune différence.

Personne n'a entendu pourtant la moindre réaction de Fabius. Sans doute n'avait-il pas lu la brochure du secrétariat d'Etat aux immigrés, éditée en mars 1983 et diffusée quelques neuf mois plus tard, qui combattait cette conception.

Dans la grande lignée des « *savants* » du *Figaro-Magazine* et de la vulgarisation façon Le Pen, le RPR propose des mesures drastiques pour empêcher l'accès à la nationalité française des immigrés (y compris de la deuxième génération née en

France). De nouveau, la démonstration est faite qu'à l'approche des échéances électorales, les glissements de la gauche recommencent de plus belle. Les déclarations grandioses de Mitterrand au congrès de la Ligue des droits de l'homme à propos du droit de vote des immigrés sont bien loin.

La gauche au double visage montre actuellement son profil sinistre et réaliste, qui restreint le regroupement familial, qui pense que la droite et Le Pen pose « *des vraies questions* ».

Alors, plus que jamais, notre responsabilité est celle de tous ceux qui n'ont qu'un seul visage : celui de la lutte intransigeante contre le racisme et pour l'égalité des droits, est de réussir une immense mobilisation dans la rue en décembre 1985, Français, immigrés, Beurs, qui doivent être tous unis pour imposer un rapport de forces réel dans ce pays.

Hélène Viken